

## **ACRONYMES**

**ACA:** Assurance du commerce en Afrique.

**AGOA:** African Growth and Opportunity Act

**AMGI:** Convention de l'agence multilatérale de garantie des investissements

**APE:** Accord de partenariat économique

**API:** Accord sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements

**COI:** Commission de l'océan indien

**COMESA:** Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe

**EDBM:** Economic Development Board of Madagascar

**EPE:** Entreprise de promotion-exploitation

**FBCF:** Formation brute de capital fixe

**FMI:** Fonds Monétaire Internationale

**FMN:** Firmes Multinationales

**IBS:** Impôts sur les bénéfices

**IDE:** investissement direct étranger

**MAP :** Madagascar Action Plan

**MCA :** Millennium Challenge Account

**NPI:** Nouveaux pays industrialisés

**OCDE:** Organisation de coopération et de développement économiques

**ONU:** Organisation des Nations Unies

**PIB:** Produit intérieur brut

**PIC :** Pôles Intégrés de Croissance

**PNB:** Produit national brut

**PVD:** Pays en voie de développement

**R&D:** Recherche et développement

**SADC:** Communauté pour le développement de l'Afrique Australe

**TIC:** Technologie de l'information et de la communication

**TSA:** Tout sauf les armes

**TUT:** Taxe unique sur les transactions

# **LISTE DES FIGURES**

## **LISTE DES SCHEMAS:**

- SCHEMA 1.....7
- SCHEMA 2.....10

## **LISTE DES TABLEAUX:**

- TABLEAU 1.....30
- TABLEAU 2.....30
- TABLEAU 3.....32
- TABLEAU 4.....33
- TABLEAU 5.....36
- TABLEAU 6.....37
- TABLEAU 7.....39
- TABLEAU 8.....40
- TABLEAU 9.....44
- TABLEAU10.....45

## SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b><u>PARTIE I</u> : Approche théorique de l'investissement .....</b>	<b>2</b>
<b><u>CHAPITRE I</u> : L'investissement.....</b>	<b>2</b>
<b>I. Généralités sur l'investissement .....</b>	<b>2</b>
1) Définition .....	2
2) Approche macroéconomique de l'investissement.....	3
3) Les différents types d'investissement .....	3
<b>II. Le financement de l'investissement .....</b>	<b>4</b>
1) Le financement des investissements privés .....	5
2) Le financement des investissements publics .....	7
<b>III. Les déterminants de l'investissement .....</b>	<b>8</b>
<b>IV. Les effets de l'investissement .....</b>	<b>9</b>
1) Les effets globaux de l'investissement .....	9
2) Les effets de l'investissement sur la demande, l'offre et la croissance économique.....	10
<b>V... Le multiplicateur Keynésien d'investissement.....</b>	<b>11</b>
<b><u>CHAPITRE II</u> : Les investissements directs étrangers.....</b>	<b>13</b>
<b>I. Définition, origine et caractéristiques de l'IDE .....</b>	<b>13</b>
1) Définition .....	13
2) Origine et destination des IDE.....	13
3) Caractéristiques .....	15
<b>II. La firme multinationale et l'entreprise d'investissement direct. 15</b>	<b>15</b>
1) La firme multinationale.....	15
2) L'entreprise d'investissement direct .....	16
<b>III. Typologie des IDE .....</b>	<b>16</b>
1) Distinction entre flux et stock.....	16
2) Les différents types d'IDE .....	17
<b>IV. Les déterminants de l'IDE .....</b>	<b>18</b>
1) Les principales raisons de l'IDE .....	18
2) Les différentes stratégies d'IDE .....	18
3) La théorie sur les déterminants des IDE.....	20
<b>V. Le modèle théorique de proximité-concentration .....</b>	<b>22</b>
1) Les hypothèses du modèle .....	22
2) Les stratégies d'internationalisation du monopole .....	23
3) Les fonctions de profit selon les trois cas d'internationalisation .....	23
4) Interprétations des résultats du modèle.....	24
<b>VI. Les effets des IDE .....</b>	<b>25</b>
1) Les effets positifs et négatifs des IDE pour les pays investisseurs .....	25
2) Les effets positifs et négatifs des IDE pour les pays recevant les investissements .....	26

<b><u>PARTIE II</u> : Analyse des politiques de promotion des IDE.....</b>	<b>28</b>
<b><u>CHAPITRE I</u> : Expériences des NPI et pays émergents .....</b>	<b>28</b>
<b>I. Définition .....</b>	<b>28</b>
<b>II. Deux des quatre dragons asiatiques : la Corée du sud et le Taiwan.....</b>	<b>29</b>
1) La Corée du sud .....	29
2) Le Taiwan .....	33
<b>III. La Malaisie et la Thaïlande .....</b>	<b>35</b>
1) La Malaisie .....	35
2) La Thaïlande.....	38
<b>(SYNTHESE) .....</b>	<b>42</b>
<b><u>CHAPITRE II</u> : Les IDE à Madagascar .....</b>	<b>44</b>
<b>I. Contexte économique.....</b>	<b>44</b>
1) Les indicateurs économiques récents de Madagascar .....	44
2) Les principaux secteurs économiques .....	44
<b>II. La situation des IDE à Madagascar.....</b>	<b>45</b>
1) Evolution du stock global d'IDE .....	45
2) Evolution des flux d'IDE.....	45
<b>III. Les politiques et mesures d'incitations ayant existé .....</b>	<b>46</b>
1) Les mesures d'incitations fiscales et juridiques.....	46
2) Autres mesures.....	47
<b>IV. Les lacunes à l'entrée des IDE (comparaison avec les quatre pays asiatiques) .....</b>	<b>48</b>
1) Les points forts de Madagascar en matière d'attraction d'IDE.....	49
2) Les points faibles de Madagascar en matière d'attraction d'IDE.....	49
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>52</b>

## **INTRODUCTION.**

A l'heure actuelle de la Mondialisation, l'attention des acteurs du développement se porte avec de plus en plus d'acuité sur les investissements directs étrangers (IDE). Les Entreprises multinationales sont devenues l'un des principaux moteurs de l'économie mondiale et leur importance ne cesse de croître sur tous les continents.

Mais chaque pays dispose des flux d'IDE différents. On constate que ce sont les pays du G8, les nouveaux pays industrialisés et les pays émergents qui affichent le grand nombre de pourcentage de flux entrants d'IDE à l'inverse des pays en développement. Or pour relancer la croissance économique de ces derniers, l'arrivée de ces multinationales s'avère très importante.

A Madagascar, le problème se situe au niveau de la faiblesse de l'épargne intérieure et de l'investissement. Beaucoup de facteurs se trouvent à l'origine de cette situation. On peut citer par exemple l'existence de taux d'intérêt élevé, les insécurités, les lourdeurs bureaucratiques, etc.

Ce pays fait partie du rang des prétendants des investissements directs étrangers. Il veut suivre la route des NPI et compte sur la dynamisation des secteurs d'exportation (par l'intermédiaire des IDE) pour sortir du marasme économique qui dure depuis pas mal d'années.

Des politiques et mesures d'incitation ont été adoptés par les régimes successifs mais n'ont jusqu'à présent réussi à déclencher une véritable afflux d'IDE. C'est un peu étonnant alors que d'autre part, Madagascar est reconnu par ses richesses naturelles.

C'est sur ce point que ce travail se veut éclaircir en portant l'étude sur la base de ces contradictions et en se posant la question : « dans quelles mesures les politiques d'incitations des IDE peuvent être efficaces ».

Face à une telle problématique, il est surtout nécessaire de faire une analyse comparative entre pays. Et c'est pour cette raison que cet ouvrage va examiner le cas de la grande île à travers ceux des quatre pays émergents qui sont : la Corée du Sud, le Taiwan, la Malaisie et la Thaïlande. De façon plus précise, ce travail va expliciter les points forts et les points faibles, les atouts et les lacunes de Madagascar en matière d'attraction des IDE à partir de l'efficacité des politiques d'incitations mises en place dans ces pays asiatiques.

Les économistes affirment que toute augmentation d'investissement aura une répercussion positive sur la productivité (accroissement) ; ce qui amènera finalement à une croissance économique. On va donc entrer dans le vif du devoir.

## **PARTIE I : APPROCHES THEORIQUES DE L'INVESTISSEMENT.**

Dans cette partie, nous allons nous intéresser sur les bases théoriques des investissements établies par les économistes. On va regarder donc en premier lieu ce qui concerne l'investissement en général, et après, ce qui entoure l'investissement direct étranger.

### **CHAPITRE I : L'INVESTISSEMENT.**

Dans ce chapitre, on va expliciter ce qu'est l'investissement : sa définition, ses types, ses importances tant au niveau micro que macroéconomique.

#### **I. Généralités sur l'investissement.**

##### **1. Définition**

Dans son acception la plus étroite, qui est la plus couramment admise, l'investissement est assimilé à la constitution de l'équipement ou, d'une manière générale, des capitaux fixes. Sont exclus de cette définition, l'acquisition des matières premières, la politique des stocks et tout ce qui ressortit au capital circulant.

Dans un sens plus large, l'investissement est l'acte par lequel l'entreprise se procure les biens et services de production nécessaire à son fonctionnement ou à son développement. Autrement dit, l'expansion des installations du capital technique de l'entreprise est le résultat des investissements<sup>1</sup>. Pour KEYNES, l'investissement comprend tous les produits qu'un entrepreneur achète à d'autres entrepreneurs et qu'il destine à son équipement, c'est-à-dire à son stock de produits finis ou non finis. Il disait que (cité par BASLE, M. / CHAVANCE, B. [1993] p.379): « *L'investissement[...]correspond à l'accroissement de l'équipement en capital, que cet accroissement porte sur le capital fixe( immeubles, outillage...), le capital circulant (marchandises en cours de fabrication) ou le capital liquide (produits achevés prêts à être vendus) »*

---

<sup>1</sup> Selon le document sur l'investissement (FPM [2008]) in [www.lealicense3.free.fr](http://www.lealicense3.free.fr): « *l'investissement est une opération qui consiste à ajouter du capital au stock de capital existant. A chaque type de capital (financier, comptable, humain, technique) correspond un investissement spécifique. L'investissement est un flux de dépenses qui permet d'accroître, d'améliorer ou de renouveler le stock de capital productif existant » (p.1).*

## **2. Approche macroéconomique de l'investissement**

L'investissement est une dépense immédiate en vue de recettes futures ou d'économies de coûts. Ainsi, l'investissement ou la Formation Brute du Capital Fixe (FBCF)<sup>2</sup> est composé de l'ensemble des actifs nets corporels et incorporels utilisés, pendant au moins un an dans un processus de production. En macroéconomie, l'importance de l'investissement est mesurée par le taux d'investissement qui est égal à la FBCF rapportée au Produit Intérieur Brut (PIB).

La comptabilité nationale définit l'investissement productif comme l'ensemble des investissements en capital fixe des entreprises, hors logement<sup>3</sup>. Pour obtenir la FBCF, elle ajoute à ce dernier les achats de logements et la constitution d'équipements collectifs qui, eux, ne sont pas destinés à produire d'autres biens de manière directe. Ainsi, au niveau de l'analyse macroéconomique, l'investissement constitue la seconde composante de la demande globale à côté de la consommation et de l'exportation.

## **3. Les différents types d'investissements**

Lorsqu'on se réfère à la définition au sens large de l'investissement, on aperçoit que l'investissement n'est pas seulement matériel mais aussi immatériel ou incorporel.

- **Les investissements matériels**

L'investissement matériel comprend l'acquisition de l'ensemble des biens de production physiques, du genre machine, locaux, terrain, etc.

On distingue généralement :

- l'investissement de capacité qui permet d'accroître la production comme par exemple la construction de nouvelles unités de production. Il est porteur de créations d'emplois, toutes choses égales par ailleurs.

---

<sup>2</sup> D'après l'INSEE [2009] in [www.insee.fr](http://www.insee.fr): « La formation brute de capital fixe (FBCF) est constituée par les acquisitions moins cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an » (p.1).

<sup>3</sup> Pour BETOINE A. / CAZORLA A. [2001] : « Dans la Comptabilité nationale, la FBCF correspond à la valeur des biens durables neufs acquis par les unités de production pour être utilisés pendant au moins un an dans leur processus de production » (p.234).

- l'investissement de remplacement<sup>4</sup> qui consiste à remplacer les équipements devenus obsolètes, sans modifier le volume global de production de l'entreprise.
- Enfin, l'investissement de productivité qui a pour objectif une réduction des coûts de production pour une capacité inchangée. En font partie tous les investissements qui ont pour but d'économiser les facteurs : travail, énergie, matières premières, etc.

Ce dernier type est donc un investissement de rationalisation et de modernisation. Il se traduit souvent, mais pas toujours, par des suppressions d'emplois à court terme. A long terme, il permet une amélioration du niveau de vie.

**NB** : L'investissement de capacité est en principe créateur d'emploi alors que l'investissement de productivité ou de rationalisation a plutôt pour effet de le réduire.

- Les investissements incorporels.

Certains investissements n'engendrent pas d'effets immédiats, visibles en augmentation de recettes ou en diminution de dépenses. Ces formes d'investissement s'apparentent, en effet, aux investissements incorporels. Ces derniers regroupent six types de dépenses : l'acquisition de brevet et de licence, les dépenses de formation, de publicité et de marketing, les investissements commerciaux à l'étranger, l'achat de logiciel. Ce sont les entreprises qui effectuent ces investissements incorporels et il est à noter que : « *les investissements incorporels sont complémentaires des investissements matériels qu'ils précèdent, accompagnent ou suivent* » (OECONOMIA [2010] p.2). Ceci étant, si l'on s'appuie sur les nouvelles théories de la croissance, les investissements immatériels sont aussi source de progrès de connaissances, notamment technologiques (effets d'innovation, de spécialisation, d'indivisibilité) ou du capital humain et de la compétence collective. Selon R. REVOL [2000], « *Les théories récentes sur la croissance endogène ont mis en valeur le rôle joué par les éléments immatériels* » (p. 204).

## **II. Le financement de l'investissement.**

L'investissement provient généralement d'une épargne préalable mais peut aussi provenir de la création monétaire ou de l'Etat. On peut distinguer pour chaque agent économique différents moyens pour financer leurs investissements que nous allons voir dans ce qui suit.

---

<sup>4</sup> Si l'investissement de remplacement n'est pas réalisé, la valeur du capital diminue. On peut parler en ce sens de désinvestissement.

## **1. Financement des investissements privés.**

Les investissements privés sont ceux réalisés par les entreprises et les ménages. Ces agents privés se heurtent parfois à une insuffisance de liquidité pour financer leurs activités. Comment financent-ils alors ses besoins de financement ?

- **Le financement des investissements des ménages.**

En effet, les ménages investissent tout autant que les entreprises, notamment dans l'immobilier, dans les opérations de consommation. L'épargne disponible est en règle générale insuffisante pour faire face à ces dépenses. En principe, les ménages assurent le financement de leurs besoins grâce à leurs ressources qui sont les revenus. La plupart du temps, ils parviennent à épargner<sup>5</sup> une partie de leur revenu sous différentes formes :

- Thésaurisation monétaire<sup>6</sup>
- Dépôts à vue<sup>7</sup>
- Placements<sup>8</sup>

Ce qui fait qu'ils dégagent une capacité de financement. Les ménages peuvent aussi, pour financer leur investissement emprunter auprès des banques. En effet, nombreux sont les banques qui offrent différents crédits pour satisfaire les besoins des ménages. Par exemple : les crédits aux logements, les crédits pour le financement des études,...

---

<sup>5</sup> D'après (J. BONENFANT / J. LACROIX [2010], p.1) : « *Plusieurs raisons incitent l'individu à épargner : - avoir une réserve, une épargne de précaution pour se prémunir contre les risques potentiels et les aléas de la vie (chômage, maladie, accident...); se constituer un patrimoine pour disposer d'un complément de revenus, léguer un capital à ses descendants ou ne plus payer de loyer (dans le cas de l'achat d'une résidence principale par exemple); réaliser une épargne préalable et avoir des liquidités en vue d'effectuer une dépense de consommation importante dans un futur proche (croisière, voiture,...); réaliser une épargne de spéculation pour acquérir des titres (actions,...) en espérant les revendre à la hausse et obtenir une plus-value* ».

<sup>6</sup> « *La thésaurisation est un comportement économique qui consiste à conserver l'épargne sous formes d'espèces monétaires, ce qui revient à la stériliser économiquement puisqu'elle ne peut être ni placée ni investie* » selon (A. BETOINE / A. CAZORLA [2001], p.418).

<sup>7</sup> Les dépôts à vue sont les fonds déposés par les individus auprès des organismes financiers (banques, caisse d'épargne,...)

<sup>8</sup> D'après C.D.ECHAUDEMAISON [2001], le placement financier c'est : « *l'affectation des ressources d'un agent provenant de son épargne ou de son endettement à l'acquisition d'actifs financiers (compte, achat de valeurs mobilières...) censés apporter des gains sous forme de revenu ou de plus-value (placement financier)* » (p.374).

- Le financement des investissements des entreprises.

Concernant les entreprises, leurs besoins en financement sont liés à leur activité de production. En effet, l'existence des décalages entre les recettes et les dépenses en est la cause. Les entreprises ont plusieurs possibilités pour financer ses investissements.

- Elles peuvent tout d'abord faire appel à sa propre épargne (autofinancement constitué des amortissements et des bénéfices non distribués mis en réserves). OECONOMIA [2010] précise que : « *l'autofinancement est le financement des investissements par les moyens propres de l'entreprise, c'est la ressource qui provient de l'activité de l'entreprise et conservée par elle. L'autofinancement a pour avantage d'assurer à l'entreprise son indépendance* » (p.3). L'analyse des besoins et des capacités de financement des entreprises s'effectue à partir du taux d'autofinancement. Le taux d'autofinancement est le rapport entre la capacité d'autofinancement et l'investissement (J. LONGATTE / P. VANHOVE [2001], p.169) :

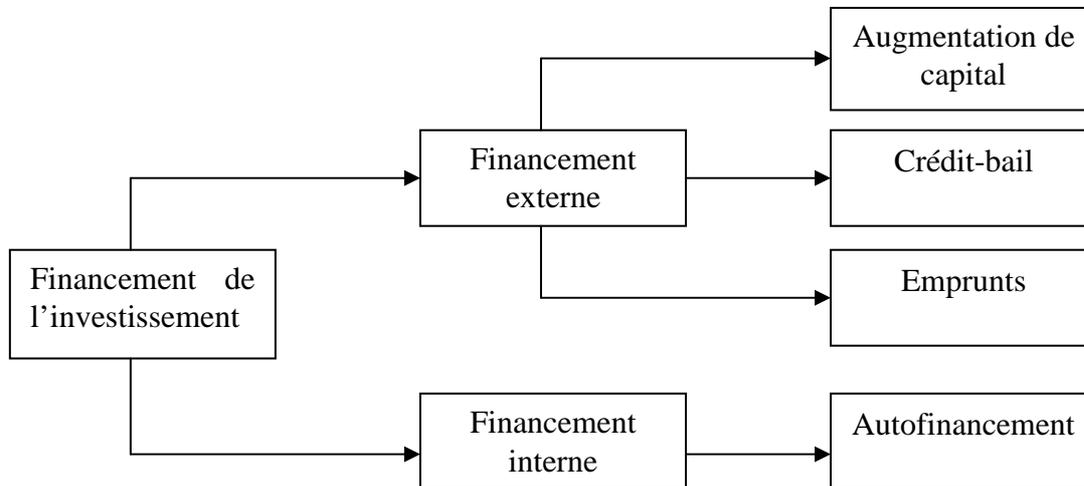
$$\boxed{\text{Taux d'autofinancement} = \text{capacité d'autofinancement} / \text{investissement}}$$

- Elles peuvent également trouver des capitaux auprès des associés de l'entreprise ou des actionnaires par l'émission d'actions en bourse. En effet, lorsqu'on émet des actions, l'argent reçu de l'émission constitue le fonds pour financer les investissements de l'entreprise et augmenter ainsi son capital. Le document FPM [2008] précise que « *les entreprises peuvent s'adresser directement aux marchés financiers (Bourse) en émettant des actions et des obligations...* » (p.4). Il faut quand même que les actions de l'entreprise soient cotées en bourse.

- Elles peuvent aussi recourir à des emprunts moyens et long terme auprès des banques et des institutions financières. Mais en contrepartie, lors des remboursements, les entreprises sont contraintes de payer des intérêts.

- Le crédit-bail est aussi un des moyens que les entreprises peuvent utiliser pour financer ses investissements. C'est un système de location avec option d'achat à terme. Cette formule permet à l'entreprise de disposer immédiatement les moyens de production sans immobiliser de capitaux. Ce qui fait que l'entreprise aura encore des fonds disponibles pour l'achat des matières premières...

On peut donc schématiser comme suit les sources de financements des investissements des entreprises (J.Y .CAPUL / O. GARNIER [1999], p.221) :



## **2. Le financement des investissements publics.**

L'Etat réalise des investissements comme la construction d'infrastructures. Ce qui fait qu'il a également des besoins de financements sur le long terme. De plus, dans le cas des déficits budgétaires, l'Etat éprouve des besoins de financement.

- Financement par la fiscalité

L'Etat réalise fait d'investissements grâce aux rentrées fiscales. « *L'impôt sert d'abord à financer les dépenses publiques* » a souligné C.D. ECHAUDEMAISON [2001], p.253. En effet, les revenus de l'Etat viennent principalement des impôts et des taxes payées par les contribuables. Il faut dire aussi que c'est un agent en situation de besoins net de financement c'est-à-dire qu'il n'a pas suffisamment de fonds pour pouvoir réaliser ses activités. Ce qui fait que, pour faire face à cette insuffisance de capacités de financement, il doit emprunter auprès de la banque centrale et/ou aux bailleurs de fonds comme la Banque Mondiale ou encore comme l'Union européenne.

- Financement par l'endettement ou par le marché Financier

En effet, l'Etat pour financer ses activités, lorsque ses ressources internes ne sont pas suffisantes, est contraint de recourir à l'emprunt. Et ceci soit par l'intermédiaire de marchés financiers, soit auprès de la banque. Dans une économie de marchés financiers, l'épargne des

ménages et des entreprises permet de financer l'économie<sup>9</sup>. Et dans une économie d'endettement, le financement de investissements publics passe obligatoirement par la banque centrale ou les bailleurs de fonds qui servent d'intermédiaires.

### **III. Les déterminants de l'investissement.**

On distingue :

- La demande anticipée, appelée demande effective par Keynes.

Lorsque l'entreprise anticipe une augmentation durable de la consommation de ses produits et que ses propres capacités de production sont saturées, elle sera conduite à investir.

L'investissement est largement tributaire du niveau de la demande qui s'adresse à l'entreprise. Il n'est pas nécessaire d'accroître ses capacités de production quand la demande stagne. Le corrigé QSTP n°5 sur les déterminants de l'investissement [2003] précise que : « *la demande anticipée désigne chez Keynes le niveau de demande que les entrepreneurs pensent voir se réaliser à l'avenir. C'est sur cette précision qu'ils se basent pour déterminer le niveau de l'investissement. S'ils anticipent une demande forte, ils vont investir pour pouvoir y répondre. A l'inverse, si la demande anticipée est faible, ils n'investiront pas car ils n'auront pas besoin de produire davantage* » (p.1). Cependant, l'entreprise peut souhaiter réaliser des investissements de modernisation-rationalisation, moins sensibles à la demande.

- La rentabilité.

L'entreprise, avant d'investir, va calculer les profits futurs que va lui procurer le capital investi. Pour cela, si elle finance son investissement par l'emprunt, elle va comparer le taux l'intérêt de l'emprunt et le taux de rendement de l'investissement. D'où l'importance du niveau du taux d'intérêt. Lorsque celui-ci est faible, cela entraîne ce qu'on appelle un effet de levier. L'entreprise a en effet avantage à emprunter lorsque les taux sont faibles, plutôt que d'utiliser ses propres capitaux, car la rentabilité de l'investissement sera supérieure au remboursement de l'emprunt et de ses intérêts. D'après Keynes, cité par BASLE / CHAVANCE [1993] : « *Les évaluations des rendements futurs sont fondées en partie sur des faits actuels, qu'on peut supposer être connus avec plus ou moins de certitude et en partie sur des événements futurs que ne peuvent être prévues avec plus ou moins de confiance [...]* ».

---

<sup>9</sup> « *Les marchés financiers ont une fonction primordiale en ce qui concerne les investissements à grandes échelles. En effet, ils sont les seuls à pouvoir regrouper un nombre suffisant d'individus (qui ont souvent une épargne faible) afin de former l'investissement engagé. En d'autres termes, ils permettent de rassembler beaucoup de petits porteurs afin de réaliser un investissement important impossible par ailleurs* » d'après le cours sur « *le rôle économique du marché financier* » dans [www.engalere.free.fr/cours](http://www.engalere.free.fr/cours) (p.2).

*L'état de la prévision à long terme [...] dépend aussi de la confiance avec laquelle on prévoit une telle éventualité » (p.380).*

- Le situation financière de l'entreprise.

Si l'entreprise est déjà fortement endettée, elle ne recherchera pas à augmenter son passif pour financer de nouveaux investissements. Au contraire, elle utilisera l'augmentation de ses profits pour alléger ses dettes. A l'inverse, une entreprise disposant de fonds propres ou cash-flow importants, sera incitée à réaliser de nouveaux investissements. P.VANHOVE / C. VIPREY [1999] souligne qu'« *en absence de ressources financières suffisantes, l'entreprise pourra avoir recours à l'emprunt dans la mesure où le niveau et la structure de son endettement présent le permettent* » (p.73).

- Le coût des facteurs de production.

Si le coût du travail augmente, l'entreprise sera incitée à recourir à l'investissement pour augmenter sa production<sup>10</sup>. Inversement, si le coût du capital emprunté est élevé, l'entreprise préférera embaucher du personnel pour faire face à l'augmentation de la demande<sup>11</sup>.

- Le taux d'utilisation des capacités.

Une sous-utilisation des machines ne favorisera pas l'investissement de l'entreprise. En revanche, si les machines fonctionnent à plein régime, l'entreprise sera incitée à investir pour répondre à toute augmentation de la demande.

#### **IV. Les effets de l'investissement.**

##### **1. Les effets globaux de l'investissement**

Toutes choses égales par ailleurs, les investissements présents élèvent le « capital output ratio <sup>12</sup>» et diminuent la future propension à investir. En courte période, l'investissement diminue le revenu réel disponible pour la consommation et augmente le revenu monétaire distribué. En longue période, au contraire, c'est-à-dire une fois la modification de l'équipement effective, une fois l'investissement entré en production, le

---

<sup>10</sup> Les entrepreneurs préfèrent substituer les mains-d'œuvre aux machines si le niveau des salaires est élevé.

<sup>11</sup> Au lieu d'investir, les entrepreneurs choisissent d'embaucher si le taux d'intérêt est élevé.

<sup>12</sup> Le capital output ratio désigne le rapport entre l'investissement et l'output. Par exemple : pour accroître l'output de 1F, il faut 1,2F d'investissement.

revenu réel<sup>13</sup> s'accroît mais le revenu monétaire distribué diminue d'un montant égal aux dépenses précédemment exposées pour réaliser l'investissement ; déduction faite d'entretien et de remplacement.

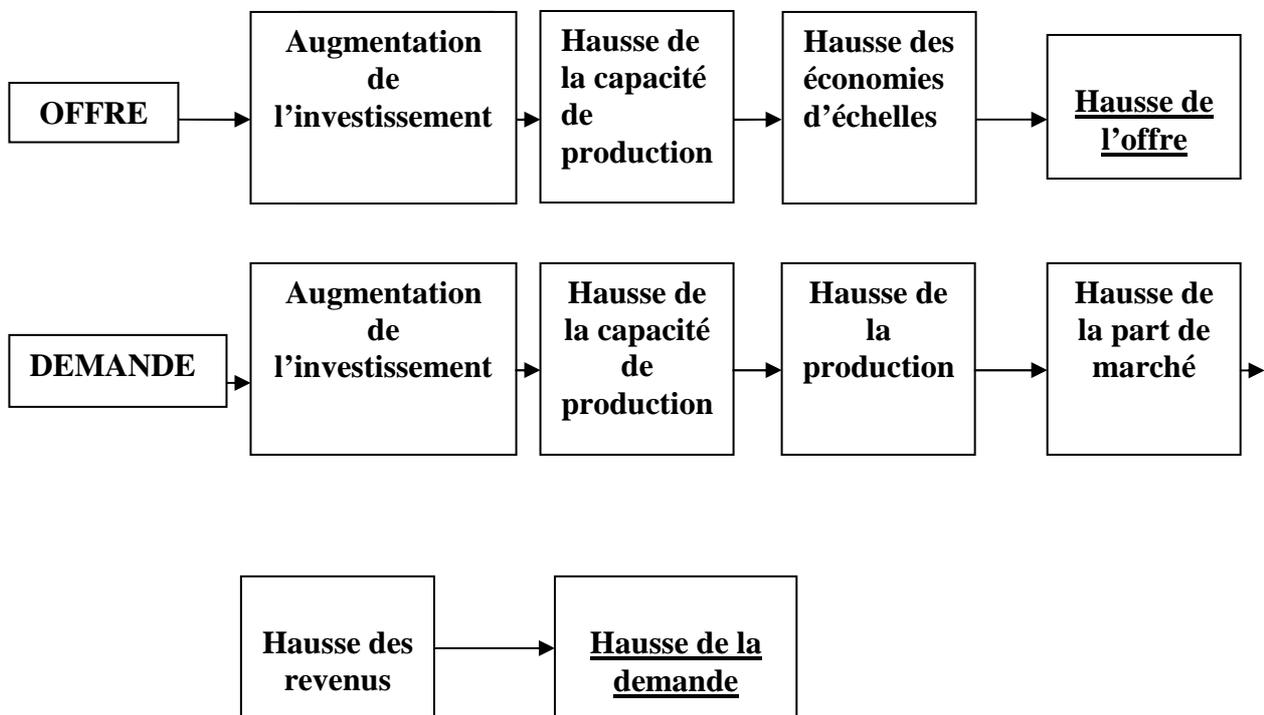
## **2. Les effets de l'investissement sur la demande, l'offre et la croissance économique**

En période de reprise, les entreprises passent en pleine capacité de production, et si la demande augmente encore, alors à partir de ce moment, elles investissent.

A l'inverse, en période de chute ou de stagnation, les entreprises diminuent leur capacité de production, elles n'investiront donc pas.

Quand la consommation finale des ménages augmente, les entreprises augmentent leur capacité de production et si cela ne suffit pas, elles augmentent leur investissement (FBCF).

M. MESPOULET [2010] souligne que : « *l'investissement agit sur l'offre et sur la demande (schéma)<sup>14</sup> » (p.8).*



Mais l'investissement est aussi un moteur essentiel de la croissance économique puisqu'il augmente le stock de capital fixe de la nation, il autorise une production

<sup>13</sup> La productivité augmente suite à l'investissement.

<sup>14</sup> MESPOULET, M., *Investissement et croissance /SES/*, in [www.google.fr](http://www.google.fr), p.8

plus importante de période en période. En outre, il permet d'introduire et de diffuser le progrès technique par l'intermédiaire des générations nouvelles d'équipements productifs<sup>15</sup>. C'est un élément constitutif de la demande globale qui tire la production nationale.

Enfin, c'est un catalyseur des échanges extérieurs. Selon P. VANHOVE / C. VIPREY [1999] : « *l'investissement permet de moderniser l'appareil de production nationale en le rendant plus compétitif. Les entreprises enregistrent alors des gains de productivité qui se traduisent par des exportations supplémentaires. Cependant, tout accroissement de l'investissement peut s'accompagner d'importations massives si le secteur intérieur des biens d'équipement ne peut faire face à la demande nationale* » (p.73).

## **V. Le multiplicateur Keynésien d'investissement.**

Dans la théorie Keynésienne, une variation de l'investissement (I) entraîne une variation plus que proportionnelle du revenu :  $\Delta R = k \times \Delta I$  (variation de R = k × variation de I).

K est le multiplicateur d'investissement. Par exemple, si le multiplicateur s'élève à 5, un investissement additionnel de 10 milliards se traduit par une augmentation de 50 milliards du revenu national.

Dans sa version la plus simple, il est d'autant plus élevé que la propension marginale à consommer est élevée (la valeur du multiplicateur est l'inverse de la propension marginale à épargner) soit :  $k = 1 / (1-c) = 1/s$ .

Il met l'accent sur l'importance des dépenses autonomes (des entreprises ou de l'Etat) dans la détermination de l'emploi. Dans un contexte de sous-utilisation des facteurs de production, il agit sur les variables réelles et donc sur l'emploi. Le document (FPM [2008]<sup>16</sup>) précise que : « *Pour les économistes keynésiens, c'est en tant que composante de la demande que l'investissement est un facteur de croissance car son augmentation aura un effet plus que proportionnel sur l'activité économique : une dépense supplémentaire d'investissement, dit investissement initial ou investissement autonome ( $\Delta I$ ) provoque une augmentation de la production (hausse du PIB) et une distribution de revenus plus que proportionnelles (= effet*

---

<sup>15</sup> « *L'investissement de remplacement, ou amortissement permet une amélioration de la productivité de l'entreprise par l'utilisation de machines plus performantes. L'investissement de productivité ou de rationalisation, par la réduction de coûts de personnel qu'il entraîne, conduit l'entreprise à pouvoir baisser le prix du produit. Cette amélioration de sa compétitivité-prix lui permet d'augmenter ses parts de marché et donc d'accroître sa production* » (STUDYRAMA [2010], p.2).

<sup>16</sup> In [www.lealicense3.free.fr](http://www.lealicense3.free.fr).

*multiplicateur*). *Les revenus supplémentaires distribués auront un effet positif sur les autres secteurs, de proche en proche la croissance augmentera, et avec elle le niveau de l'emploi* ».

En situation de plein-emploi, l'effet multiplicateur se répercute sur le prix (c'est-à-dire sur l'inflation) : « *Le multiplicateur joue sur des grandeurs nominales, c'est-à-dire monétaires : c'est le mécanisme Keynésien de l'inflation* » (A. SAMUELSON [1990], p.445).

Maintenant, on va voir la notion d'investissement direct étranger.

## **CHAPITRE II : LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS (IDE)**

En présence de la mondialisation qui se voit être de plus en plus incontournable à tous les pays du monde entier, il est très important de traiter le thème d'IDE. La présence des investisseurs étrangers dans un pays sous entend son ouverture aux autres nations notamment économiques. Comme l'on a vu les théories sur l'investissement en général ; on va mettre également donc en évidence tout ce qui concerne ce type d'investissement.

### **I. Définition, origine et caractéristiques de l'IDE.**

#### **1. Définition**

D'une manière générale, les investissements directs étrangers<sup>17</sup> désignent le mouvement de transfert des capitaux d'une entreprise à une autre. Ils sont effectués par une entreprise dans une entreprise à l'étranger en vue de créer une autre entreprise ou une succursale dans tel ou tel pays. Les réinvestissements des bénéficiaires par une filiale peuvent être aussi considérés comme des IDE. Il en est de même pour toute opération d'une maison mère visant à l'accroissement du capital d'une filiale déjà installée à l'étranger. Les IDE sont réalisables lorsque l'entreprise arrive à participer d'au moins 10% du capital des firmes dans le pays en question ou peut racheter l'entreprise installée sur le territoire du pays. Cela dit, il est intéressant d'insister sur les doubles aspects de l'investissement étranger. En effet, celui-ci revêt deux formes : investissement de portefeuille et investissement direct étranger, l'investisseur peut se contenter de prendre une participation au capital d'une entreprise. Au niveau de l'investissement direct étranger, l'investisseur peut participer directement à la gestion de l'entreprise et associer aux apports financiers le transfert d'éléments corporels (technologie, outillage de précision...) et incorporels « brevets, marques, savoir faire, capacité de gestion et de commercialisation, etc. ». Le critère de contrôle distingue donc l'investissement direct de l'investissement de portefeuille. Mais l'importante caractéristique de cet IDE réside dans le fait qu'il est un flux non générateur d'endettement.

#### **2. Origine et destination des IDE**

Les placements à l'étranger ont connu une évolution très remarquable et considérable à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Ils représentent un total de 420 millions de livres sterling en 1885, 4750 en 1900 et 9500 en 1913. Le Royaume-Uni joue un rôle prépondérant dans ces placements puisqu'en 1913, il en a déjà réalisé 43% contre 20% pour la France et 13% pour l'Allemagne.

---

<sup>17</sup> Selon de FMI, « les IDE sont définis comme des investissements effectués dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise exerçant ses activités sur le territoire d'une économie autre que celle de l'investisseur ; le but de ce dernier étant d'avoir un pouvoir de décision effectif dans la gestion de l'entreprise » (in SFI, *L'investissement direct étranger*, n°5, Leçon d'expérience, 1997, p.11).

Selon l'ONU [1996]: « *les échanges de capitaux se sont fortement développés grâce au Royaume-Uni. Les pays européens et les pays à peuplement européen tels que les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, etc. ont aussi profité de ces échanges de capitaux* »<sup>18</sup>. En 1913, 27% des capitaux exportés étaient à destination de l'Europe, 24% à destination de l'Amérique de Nord, 19% à destination de l'Amérique Latine, et le reste du monde se partage les 30% restants. Ceci étant, il faut remarquer que c'est au cours du 20<sup>e</sup> siècle que les investissements directs étrangers ont augmenté de façon exponentielle. A vrai dire, après la deuxième guerre mondiale et entre la guerre de Corée (1950 -1953) et le premier choc pétrolier (1973-1974), les investissements directs étrangers augmentent sensiblement. Pendant cette période relativement courte, les investissements internationaux étaient dominés par les investissements extérieurs américains. Mais au début des années 80, une nouvelle reconfiguration de la politique d'investissements directs étrangers est perceptible. En effet, les IDE ont retrouvé une croissance plus rapide par rapport aux années précédentes parce que, d'une part les entreprises japonaises ont accru leurs IDE et d'autre part, les firmes européennes ont augmenté leurs IDE dans d'autres pays européens. Depuis le début des années 90, l'on a remarqué une bifurcation d'IDE vers les pays en développement. L'ONU [1996] précise que : « *Sept pays (Etats-Unis, Japon, Canada, Royaume-Uni, Allemagne, France, Pays-Bas) restent encore la source d'environ 80% de tous les IDE qui s'élèvent à 2 billions de dollar en 1992* »<sup>19</sup>. Les deux tiers de tous ces IDE sont situés en Amérique de Nord et en Europe et plus de trois quarts dans les pays industrialisés. Mais aujourd'hui, les entreprises des pays en développement prennent part aussi aux IDE qui ne cessent d'augmenter : « *...en outre, les pays en développement sont aussi devenus des investisseurs directs de plus en plus actifs à l'étranger. La part des pays non membres de l'OCDE dans le stock mondial d'IDE sortants est passée de 10% en 1990 à 17% en 2005. L'augmentation des sorties d'IDE en provenance des économies émergentes s'explique essentiellement par l'accroissement des investissements directs entre pays non membres de l'OCDE (IDE Sud - Sud). Les IDE des économies émergentes à destination de la zone OCDE restent relativement marginaux, même si les médias indiquent régulièrement que les pays en développement sont en train d'acquérir des actifs stratégiques dans les pays développés* » (OCDE [2008], p.2). On peut citer par exemple les pays comme le Brésil, le Chili, Maurice, la Thaïlande, etc. ; et il est à noter que leur choix d'investissement est déterminé par deux facteurs fondamentaux : la

---

<sup>18</sup> In ONU, World Trade Report, *Investment, Trade and International Policy Arrangements*, New York, 1996.

<sup>19</sup> In ONU, World Investment Report: *Investment, Trade and International Policy Arrangements*, New York, 1996.

recherche de sources de matières premières (minéraux, bois d'œuvre,...) ou celle d'une main d'œuvre à bon marché dans les pays moins avancés.

### **3. Caractéristiques d'un IDE**

Un flux de capital est un IDE :

- s'il entraîne une notion de contrôle ou de pouvoir d'influence sur la gestion d'une entreprise étrangère ;
- s'il occasionne un transfert de compétence complexe (un ensemble technologique) qui ne se limite pas au simple transfert de capital mais comprend également des hommes ou des savoir-faire, licence, matériels technologiques ;
- et finalement s'il sert à produire des biens et services.

Dans son article, K. KHADDOUJ [2008] a dit qu' « à partir de la définition de l'IDE du FMI, on peut dégager les éléments suivants :

- *la notion de durabilité d'intérêt dans l'entreprise cible,*
- *l'exercice de pouvoir d'influence sur la gestion d'une entreprise étrangère,*
- *le transfert d'un savoir, savoir faire, de compétence technologique complexes, de coordination et de gestion et de logique de production. » (p.4).*

## **II. La firme multinationale et l'entreprise l'investissement direct.**

### **1. La firme multinationale**

C'est une société qui opère dans plusieurs pays étrangers au travers de filiales qui sont soumises à un certain degré de contrôle central. Les Nations Unies tendent à utiliser le terme de « TRANSNATIONALE » de préférence au terme « MULTINATIONALE » lorsqu'elles veulent indiquer qu'il s'agit d'une société mère basée dans un certain nombre de pays étrangers. Le terme Multinationale signifie alors qu'il s'agit d'une société détenue par plusieurs nations qu'elle est ou non une filiale dans d'autres pays. PERSPECTIVE MONDE [2010] souligne que : « *la firme multinationale est une entreprise qui possède des filiales, qu'elle contrôle complètement ou en partie, dans plusieurs pays, voire même à l'échelle mondiale, mais dont la gestion et, l'administration est centralisée du moins jusqu'à un certain point. La firme multinationale est aussi appelée corporation transnationale. Généralement, lorsqu'on parle d'une organisation à caractère commercial qui produit des biens ou des services en vue de générer un profit – ou fonctionnant selon la logique de l'économie de*

*marché – on utilise le terme générique entreprise. Une firme multinationale est donc une entreprise dont les actions dépassent les frontières d'un seul pays. » (p.1).*

## **2. L'entreprise d'investissement direct**

C'est une entreprise dans laquelle un investisseur direct détient au moins 10% des actions ordinaires ou des droits de vote dans le cas d'une filiale ou d'une société affiliée, ou l'équivalent (de 10%) s'il s'agit d'une succursale ou d'un siège d'exploitation. Le document FMN 5 [2010]<sup>20</sup> précise que : « *l'investissement direct à l'étranger est un des vecteurs d'action des multinationales dans leurs stratégies internationales. Il y a IDE lorsqu'une firme achète au moins 10% du capital social d'une entreprise implantée à l'étranger déjà existante, ou lorsqu'elle crée à l'étranger une unité de production qui jusqu'alors n'existait pas* ».

- une filiale est une entreprise dotée de la personnalité morale dont l'investisseur contrôle directement ou indirectement (par l'intermédiaire d'une autre filiale) plus de 50% des droits de vote des actionnaires ou a le droit de désigner ou de revoter une majorité des membres du conseil d'administration.
- Une société affiliée est une entreprise dans laquelle l'investisseur direct et ses filiales contrôlent 50% au plus mais 10% au moins des actions avec le droit de vote ou possèdent un pouvoir de décision effectif dans la gestion.
- Une succursale est une entreprise n'ayant pas de personnalité morale dans le pays d'accueil (bureau, biens meubles et immeubles).

D'après S.LEVASSEUR [2002], « *est filiale toute société dont le capital social est « contrôlé » par une autre entité. D'un point de vue statistique, on considère que dès qu'une entreprise possède au moins 10% du capital d'une entreprise étrangère, cette dernière est une filiale de la première. Les organismes statistiques fournissent en général une information supplémentaire en distinguant le contrôle minoritaire (détention de 10 à 50% du capital de l'entreprise) de contrôle majoritaire (au-delà de 50% du capital)* » (p.1).

### **III. Typologie des IDE.**

#### **1. Distinction entre flux et stock**

Les flux d'IDE représentent des mesures d'IDE pendant une période donnée telle que le mois, le trimestre, l'année. Ils désignent une variation permanente d'IDE entre deux dates.

---

<sup>20</sup> In [www.google.fr](http://www.google.fr)

Ils désignent donc un mouvement. Tandis que les stocks d'IDE expriment un niveau constaté d'IDE à un moment donné ou à une date donnée. O. KABA [2007] affirme qu' « *un stock est une quantité mesurée à un instant donné tandis que le flux est une quantité mesurée pendant une période ou une unité de temps* » (p.23).

## **2. Les différents types d'IDE**

Principalement, trois types d'IDE<sup>21</sup> peuvent être distingués à savoir :

- **fusion et acquisition**

On parle d'acquisition lorsqu'une société étrangère rachète une autre plus petite ou moins performante alors qu'on parle de fusion lorsque deux sociétés se fusionnent pour agrandir leur pouvoir contre la concurrence.

- **Une création ex-nihilo**

C'est une création d'une ou plusieurs filiales qui peuvent être indépendantes ou sous contrôle de la maison mère.

- **Une participation**

Une société est une société de participation si elle détient une part entre 10% et 50% du capital d'une autre société.

Pour J.H. LORENZI [2007] : « *le premier type d'IDE consiste à créer de toutes pièces une filiale à l'étranger (greenfields investment ou création ex-nihilo). [...]. Ce type d'IDE permet le contrôle le plus large sur la filiale, mais nécessite un processus long et difficile à mettre en œuvre. Le second type d'IDE, qui consiste à acquérir une unité de production existante à l'étranger (grownfield investment ou fusion-acquisition). [...]. Ce type de fusion-acquisition présente le risque de payer sa cible à un prix excessif et de faire face à des problèmes d'intégration post-acquisition. Le dernier type d'IDE identifié est le montage d'un joint venture (filiale partagée avec un autre groupe à 50%). Elle permet de profiter des ressources d'un partenaire implanté et de limiter le risque* » (p.1).

---

<sup>21</sup> D'après l'OCDE : « L'IDE est une activité par laquelle un investisseur résidant dans un pays obtient un intérêt durable et une influence significative dans la gestion d'une entité résidant dans un autre pays. Cette opération peut consister à créer une entreprise entièrement nouvelle (investissement de création) ou, plus généralement, à modifier le statut de propriété des entreprises existantes (par le biais de fusions et d'acquisition). Sont également définis comme des IDE d'autres types de transactions financières entre des entreprises apparentées, notamment le réinvestissement des bénéfices de l'entreprise ayant obtenu l'IDE, ou d'autres transferts en capital », in [www.wikipédia.org](http://www.wikipédia.org).

## **IV. Les déterminants de l'IDE.**

### **1. Les principales raisons de l'IDE**

Il existe une série de motifs qui expliquent la décision d'une entreprise d'aller produire hors de son pays d'origine. L'importance de ces motifs varie en fonction des secteurs d'activité des firmes et, dans une proportion moindre, de leur origine nationale.

La taille du marché et le dynamisme de son taux de croissance constituent le facteur le plus souvent cité. La production locale s'impose dans le cas où la voie des exportations serait devenue impossible ou moins rentable du fait des droits de douanes élevés et des barrières non tarifaires, des coûts de transport, des préférences de consommateurs auxquelles il est plus facile de s'adapter par une production de proximité quand les économies d'échelle ne sont pas trop importantes.

La production à l'étranger permet aussi de baisser les coûts de production (main-d'œuvre à bon marché, matières premières facilement accessibles, réduction des coûts de transport, etc.) et de minimiser la pression fiscale. C'est pour ces raisons que P.BAILLY [2006] disait que : *« les entreprises transnationales ne recherchent pas seulement la compétitivité prix, mais aussi la compétitivité structurelle (qualité accrue des produits, délais réduits, etc.) et des débouchés. Dans les pays développés, les firmes souhaitent profiter d'une demande solvable existante (c'est la présence de consommateurs ayant les ressources suffisantes pour acheter leurs produits), mais surtout de compétences, de la main-d'œuvre comme des entreprises sous-traitantes, qui doivent permettre d'innover, d'assurer une qualité et un service irréprochable, gage de la compétitivité structurelle. Seuls des IDE réalisés dans des pays développés peuvent permettre d'atteindre de tels objectifs. Pourtant, les IDE se tournent également vers les pays émergents (exemple : la Chine, l'Inde, le Brésil actuellement) qui, outre la faiblesse de leurs coûts salariaux, offrent un fort potentiel de croissance et de débouchés pour les firmes multinationales » p.3.*

Ces motifs peuvent être combinés pour définir les stratégies de multinationalisation.

### **2. Les différentes stratégies d'IDE**

Principalement, on peut distinguer trois stratégies adoptées par les firmes multinationales selon (M.LAFI [2000], p.67) à savoir : la stratégie d'accès aux ressources naturelles, la stratégie d'accès au marché (stratégie horizontale), la stratégie de minimisation des coûts (stratégie verticale).

- La stratégie d'accès aux ressources naturelles

Cette stratégie n'est pas spécifique de la multinationalisation ou de la mondialisation. On note qu'elle a déjà constitué la principale stratégie d'investissement à l'étranger de l'économie internationale dès le 16<sup>e</sup> siècle. Pour des raisons climatologiques ou géologiques, les ressources naturelles sont souvent peu abondantes ou presque inexistantes dans les pays d'origine des IDE. Donc ces ressources<sup>22</sup> sont souvent exploitées à l'étranger.

- La stratégie d'accès au marché

Selon la littérature théorique sur l'IDE, le protectionnisme constitue une incitation forte à investir sur un marché étranger au lieu de le servir par l'exportation. Les obstacles à l'échange tels que les restrictions volontaires des exportations ont ainsi contribué à expliquer l'essor des IDE ; autrement dit, en présence des barrières tarifaires, l'IDE est substituable au commerce. M. LAFI [2000] souligne que : « *deux facteurs sont à l'origine d'un IDE de type horizontal : les obstacles au commerce (barrières commerciales, coûts de transport, procédures administratives...), et les économies d'échelle* » (p.69).

La stratégie de marché ou horizontale consiste, pour les firmes à l'origine des IDE, à produire pour les marchés locaux d'importation, qui sont souvent situés dans des pays ayant une même structure de marché ou un niveau de développement équivalent. La stratégie est donc qualifiée d'horizontale car elle concerne d'une part les flux d'investissements croisés Nord-nord qui se développent entre l'Amérique du Nord, l'Europe et le Japon (la Triade) et d'autre part les flux d'investissement entre les pays du Nord et les pays émergents. Cette stratégie est aussi caractérisée par la nature intra firme des flux c'est-à-dire non seulement les produits et les techniques de production ne diffèrent guère d'un pays à l'autre pays en outre, les investissements croisés sont réalisés dans les mêmes secteurs d'activités.

- La stratégie de minimisation des coûts ou stratégie verticale ou délocalisation<sup>23</sup>

On dit qu'il existe un investissement vertical lorsque les différentes étapes du processus de production de la firme sont localisées dans des pays différents. Selon F. BOUALAM [2008]: « *La stratégie verticale ou délocalisation est une stratégie de minimisation des coûts de production. Dans ce type de stratégie, chaque filiale se spécialise*

---

<sup>22</sup> Pour l'essentiel, les ressources naturelles concernent la faune et la flore, les ressources minières et aquatiques.

<sup>23</sup> FEENSTRA [1998] appelle cette stratégie comme « *désintégration de la production* » (p.31) ; KRUGMAN [1996] préfère « *la segmentation de la chaîne de valeur* » (p.113) et LEAMER [1996], le terme « *délocalisation* » (p.1).

*dans un segment de la chaîne des valeurs soit dans l'assemblage, soit dans la fabrication des composants d'un produit fini, soit dans la distribution » (p.7).*

La stratégie de minimisation des coûts peut être qualifiée de verticale car en opposition avec la stratégie horizontale<sup>24</sup>, les flux d'investissements sont orientés dans le sens Nord-Sud exclusivement. Cette stratégie se fonde sur l'inégalité de développement et donne au flux un aspect unilatéral et non plus croisé. Les pays en développement n'effectuent pas l'IDE dans l'économie de la Triade, ce qui n'exclut pas l'existence des placements financiers dans le sens Sud-Nord.

Dans cette stratégie, les IDE sont déterminés pour la différenciation des dotations factorielles, ce qui fait que les IDE verticaux sont intersectoriels et non pas intra branches comme les IDE horizontaux. Le choix de la localisation des filiales consiste à faire coïncider leur fonction de production avec les dotations factorielles des pays d'accueil.

### **3. Les théories sur les déterminants de l'IDE**

D'une façon générale, la décision d'investissement repose sur des anticipations qui se réduisent à courte période. Keynes a souligné son importance.

- **La théorie du cycle des produits**

L'une des théories les plus répandues pour expliquer les motifs des choix géographiques en matière d'investissement est celle de VERNON. Cette théorie fait allusion au cycle de vie des produits qui comporte trois phases : phase de lancement, phase de maturité, et phase de déclin. En fait, dans sa phase de lancement (VERNON [1966], p.2), « *le produit ne suit pas les normes requises dans le commerce international et fait uniquement l'objet de consommation des consommateurs à hauts revenus dans un pays développé* » ; dans sa phase de maturité (VERNON [1966], p.2), « *le produit en question est fabriqué sur une vaste échelle, ce qui entraîne une réduction de son coût unitaire. Les produits sont alors exportés vers d'autres pays développés avant d'être fabriqués sur place par de filiales. Cette étape permet de contourner des barrières douanières et de mieux concurrencer les producteurs locaux potentiels* ». En ce qui concerne la dernière phase du cycle, l'on peut dire que « *lorsque l'élasticité-prix de la demande est forte et si le processus de fabrication du produit est long et a besoin d'une main-d'œuvre abondante, la délocalisation va s'opérer*

---

<sup>24</sup> P.CROZET / P. KOENIG « Alors qu'un investissement horizontal conduit à une simple réplique de la firme, c'est-à-dire à produire le même bien dans plusieurs pays, un investissement vertical vise à fragmenter le processus de production. La Firme Multinationale va scinder sa chaîne de valeur en différentes activités et localiser chaque fonction de l'entreprise dans le pays offrant les meilleures conditions de production », in *Mondialisation et commerce international, cahiers français n°325*, 2005, p.3.

*dans les pays en développement* » (VERNON [1966], p.3). En d'autres termes, la délocalisation est une caractéristique majeure de la troisième phase. Elle va réduire le prix du produit dans les pays où s'est effectuée la délocalisation parce que le coût du travail y est encore faible. Cette thèse du cycle de VERNON explique en grande partie les stratégies des investisseurs dans les pays étrangers, comme quoi il faut exploiter autant que possible les ressources naturelles locales, rechercher de nouveaux débouchés, mettre en œuvre la délocalisation pour minimiser les coûts et percer les marchés africains dont la taille est limitée et le pouvoir d'achat de sa population encore faible.

- Théories de SEVEN, LIM, Mac MILLAN, MARKUSEN, LE-YIN ZHANG, CHAN et MASON

SEVEN [1992] précise que : « *seule la crédibilité des politiques économiques conditionne la venue des investisseurs* », p.5. Il a insisté sur l'urgente nécessité d'un développement des infrastructures et l'existence d'un marché local développé pour attirer les investissements étrangers. Quant à LIM, les mesures d'incitation fiscales ne suffisent pas pour captiver les investissements étrangers. Selon lui (LIM [1982], p.3), « *la performance économique et l'existence des ressources naturelles susceptibles d'être exploitées sont les deux facteurs déterminants de l'IDE* ». Pour Mac MILLAN, c'est « *la taille et la croissance du marché potentiel, et le développement économique du pays qui attirent les capitaux étrangers* » (Mac MILLAN [1995], p.7). Les incitations fiscales ne sont pas nécessaires quand le pays d'accueil ne répond pas à ces critères établis. A cela s'ajoute aussi l'instabilité politique.

MARKUSEN raisonne cependant en terme de coûts et avantages sur les investissements directs étrangers. Il avance l'idée que : « *lorsque les avantages tirés d'une implantation ne sont pas énormes, les investissements étrangers ne s'effectuent pas nécessairement* » (MARKUSEN [1995], p.169). Chez LE-YIN ZHANG [1994], « *l'importance de la situation géographique, l'existence d'un commerce traditionnel avec l'extérieur et la décentralisation administrative sont les facteurs pouvant influencer sur la décision d'investir* », p.4. Quant à CHAN et MASSON [1992], « *ce sont les pays les plus industrialisés de grande taille et nouant des relations politiques et militaires avec les Etats-Unis qui intéressent les investisseurs étrangers* », p.3. Voilà, grosso modo, les quelques théories sur les déterminants des investissements directs étrangers.

## **V. Le modèle théorique de proximité-concentration.**

Selon BRAINARD (1993) et MARKUSEN (1995)<sup>25</sup>, « *les firmes multinationales doivent arbitrer entre concentration et proximité* » (BRAINARD [1993], p.2). En fait, l'option de la proximité des consommateurs pousse la firme multinationale à adopter la stratégie horizontale, celle qui consiste à produire pour le marché locale d'implantation en créant des filiales dans plusieurs pays en vue de servir les demandes locales. Le choix est optimal lorsque les avantages de s'implanter à proximité des consommateurs dépassent les avantages liés à la concentration des activités.

D'après DJAOWE [2009], « *le modèle de proximité – concentration est le modèle de base simplifié sur les déterminants des IDE. Il a été initié par MARKUSEN et introduit par P.NEARY dans son article intitulé : « Trade Costs and Foreign Direct Investment » paru en juillet 2005. Il s'agit dans ce modèle de déterminer le profit optimal selon la stratégie d'internationalisation de la firme multinationale pour pouvoir choisir ensuite les stratégies qui offrent le profit le plus élevé* », p.7.

Voici la représentation de ce modèle par J. DJAOWE<sup>26</sup> même.

### **1. Les hypothèses du modèle**

- On suppose qu'on a un monopole qui est présent sur deux marchés dans deux pays distincts ;
- Les consommateurs sont considérés immobiles internationalement c'est-à-dire qu'ils ne peuvent pas faire des arbitrages, acheter là où c'est moins cher ;
- Le monopole identifie les fonctions de demande par pays : la demande domestique et la demande étrangère ;
- Le monopole supporte un coût fixe « G » par unité de production construit.

---

<sup>25</sup> DJAOWE, J. « Les nouvelles théories du commerce international enrichies de la Firme Multinationale (BRAINARD 1993, MARKUSEN 1995) intègrent des éléments nouveaux comme la concurrence imparfaite, la différenciation des produits et les économies d'échelles tout en mettant en avant un arbitrage des Firmes Multinationale entre proximité et concentration », p.7.

<sup>26</sup> DJAOWE, J., *IDE et Gouvernance : les pays de la CEMAC sont-ils attractifs ? Revue africaine de l'intégration*, vol. 3, n°1, janvier 2009, p.7-8-9

## **2. Les stratégies d'internationalisation du monopole**

La firme a trois stratégies :

1<sup>er</sup> cas : Elle peut avoir une unité de production dans le pays domestique et servir le marché étranger par le biais des exportations ; donc, elle va supporter les coûts liés aux commerces d'un montant « t » par unité exportée ; « t » peut être un droit de douane spécifique.

2<sup>e</sup> cas : Elle peut aussi avoir deux unités de production : une dans un pays domestique et une autre dans un pays étranger pour servir les marchés domestique et étranger respectivement. Par conséquent, il n'y a plus d'échanges commerciaux, et la firme supporte « 2G » pour les deux unités de production.

3<sup>e</sup> cas : La délocalisation.

La maison mère implante une seule unité de production à l'étranger. Il va produire et vendre pour les marchés domestique et étranger. Alors, la maison mère va importer de bien final de sa filiale qui est à l'étranger et va supporter « t » par unité importée.

- **Les fonctions de coûts dans chaque pays**

- dans le pays domestique :  $c(q) = c \cdot q$  (coût unitaire de production  $\times$  quantité) ;  $c > 0$ .
- dans le pays étranger :  $c^*(q^*) = c^* \cdot q^*$  ;  $c^* > 0$  ; c peut être différent de  $c^*$ .
- f : coût fixe lié à la production du bien qui est un bien homogène.

- **Les fonctions de demande inverse**

- dans le pays domestique :  $p = a - (b/L) \cdot q$  ; a, b  $\in \mathbb{R}$  ; L : taille du marché domestique.
- dans le pays étranger :  $p^* = a - (b/L^*) \cdot q^*$  ; a, b  $\in \mathbb{R}$  ; L\* : taille du marché étranger.

## **3. Les fonctions de profit selon les trois cas d'internationalisation**

Comme on a la formule : profit égale différence entre recettes et coûts ; en calculant les profits suivant les trois cas existants sur les stratégies d'internationalisation du monopole, on obtient (en remplaçant recettes et coûts par les fonctions ci-dessus) :

- pour le 1<sup>er</sup> cas :

$$P1 = [a - (b/L) \cdot q] \cdot q + [a - (b/L^*) \cdot q^*] \cdot q^* - c(q + q^*) - f - G - t \cdot q^*$$

Après dérivation par rapport à q et q\* de P1 (détermination de q et q\*), on obtient :

$$P1^o = L/b \cdot [(a - c)/2]^2 + L^*/b \cdot [(a - c - t)/2]^2 - f - G$$

- pour le 2è cas :

$$P2 = [a - (b/L).q].q + [a - (b/L^*). q^*].q^* - c.q - c^*. q^* - f - 2G$$

Après détermination de q, q\* :

$$P2^\circ = L/b. [(a - c)/2]^2 + L^*/b. [(a - c^*)/2]^2 - f - 2G$$

- pour le 3è cas:

$$P3 = [a - (b/L).q - t].q + [a - (b/L^*). q^*].q^* - c^*(q + q^*) - f - G$$

Après détermination de q, q\* :

$$P3^\circ = L/b. [(a - c^* - t)/2]^2 + L^*/b. [(a - c^*)/2]^2 - f - G$$

#### **4. Interprétations des résultats du modèle**

Selon les valeurs des paramètres L, L\*, c et c\*, on sera à mesure de déterminer le mode d'internationalisation de la firme monopole.

o Scénario 1 : Si les deux pays ont les même taille du marché  $L = L^*$  et même technologie  $c = c^*$ , on aura :  $P1^\circ = P3^\circ$ .

Ainsi, la firme décide de devenir multinationale lorsque le coût lié au commerce « t » est supérieur à « t° » avec une valeur seuil de « t » où les exportations commencent à générer de profits pour le monopole. Il faut aussi noter que si le coût lié au commerce « t » est nul, alors la firme a toujours intérêt à exporter.

o Scénario 2 : Si  $L = L^*$  mais  $c > c^*$ , les deux pays sont de même taille et possèdent chacun des technologies différentes ; le coût unitaire de production dans le pays domestique est plus élevé que celui dans le pays étranger ; on aura alors :  $P1^\circ < P3^\circ$ .

La firme a toujours intérêt à aller produire à l'étranger et à réimporter ce qu'elle produit. Par conséquent, le monopole réalisera toujours des IDE verticaux.

o Scénario 3 : Si  $L > L^*$  et  $c > c^*$ , on considère que les deux pays sont différents par leur taille et par leur technologie. Alors, le mode d'internationalisation de la firme dépend de plusieurs facteurs en occurrence des écarts de coût et de taille de marché par rapport à leur valeur respective. Le choix entre exporter le bien par le biais des échanges ou avoir deux unités de production dans chaque pays ou seulement avoir une unité de production dans le pays étranger et réimporter le bien dans le pays domestique se fait en fonction du montant du profit fournit par le meilleur mode d'internationalisation ; autrement dit, on choisit le mode d'internationalisation qui génère le coût le moins élevé et donc qui procure le profit le plus élevé.

## **VI. Les effets des IDE.**

### **1. Les effets positifs et négatifs des IDE pour le pays investisseur**

D'après le cours sur l'IDE dispensé par H. RAMIARISON [2009], voici les effets positifs et négatifs des IDE pour le pays investisseurs :

- Effets positifs des investissements à l'étranger

- les entreprises implantées à l'étranger réalisent des profits plus élevés puisqu'elles produisent là où les conditions sont les plus favorables (coût du travail, fiscalité, forte demande, ...) ; ces profits peuvent être rapatriés et donc réinvestis ou redistribués aux actionnaires ;
- les biens ou services produits à l'étranger peuvent être importés à des prix inférieurs aux prix nationaux ;
- les consommateurs pouvant acheter des produits à des prix plus bas disposent d'un surplus de pouvoir d'achat ; ce pouvoir d'achat libéré peut être consacré à l'achat de produits nouveaux ;
- les entreprises pouvant acheter des produits à des prix plus bas sont plus compétitives.

- Effets négatifs des investissements à l'étranger :

- les investissements directs à l'étranger des entreprises se substituent aux investissements nationaux donc baisse d'investissement sur le territoire national ;
- les créations d'emplois se font à l'étranger et non sur le territoire national; dans certains cas (délocalisations) les emplois nationaux sont détruits puis transférés dans un autre pays ;
- les investissements à l'étranger ont tendance à accroître les importations de biens dans la mesure où ces derniers sont produits à l'étranger à des prix plus compétitifs ; cela a un impact négatif sur le solde des échanges extérieurs.

## **2. Les effets positifs et négatifs des IDE pour le pays recevant les investissements**

Selon toujours le cours sur l'IDE de H. RAMIARISON [2009], les effets des IDE pour les pays d'accueil sont :

- Effets positifs des investissements de l'étranger sur le territoire national :
  - un renforcement de l'investissement national (les investissements directs viennent s'ajouter à l'investissement national) ;
  - des créations d'emplois ; donc du pouvoir d'achat en plus de la croissance en perspective ;
  - une contribution positive à l'équilibre des échanges extérieurs puisque les entreprises multinationales sont plus exportatrices que les entreprises nationales.
  
- Effets négatifs des investissements de l'étranger sur le territoire national :
  - les entreprises multinationales imposent des politiques de rémunération drastiques aux salariés aux vues des comparaisons faites à l'international ;
  - les entreprises peuvent pratiquer un "dumping social" c'est à dire qu'elles peuvent obliger de réduire des droits sociaux ;
  - l'État et/ou les collectivités territoriales sont parfois obligés de coopérer avec les entreprises multinationales : compte tenu des effets positifs des investissements directs sur l'économie (investissement, emploi, exportation, ...) l'État et/ou les collectivités territoriales sont contraints d'offrir des avantages en matière de réglementation, de fiscalité, ... pour les attirer sur le territoire national ;
  - les entreprises multinationales qui réalisent des profits ne les réinvestissent pas systématiquement dans le pays, ils peuvent les rapatrier dans le pays d'origine ;
  - les entreprises multinationales peuvent avoir une logique plus financière que productive : leur objectif n'est pas d'acquérir et de développer une unité de production mais de se constituer un portefeuille d'actions le plus rentable possible.

## **CONCLUSION DU PARTIE I**

Vu ces approches théoriques (de l'investissement en général et de l'IDE), on peut noter que le fait d'investir donne souffle à la productivité et à la croissance économique.

Malgré les effets négatifs des IDE dans les pays en développement comme Madagascar (par exemple l'exploitation des salariés sur le rapport travail-salaire, rapatriement des devises, etc.), on ne peut aussi ignorer les bienfaits apportés par eux (par exemple création d'emploi, réduction des prix des produits, transfert de technologie, etc.).

En se tournant sur le cas des pays émergents (Hong-Kong, Singapour, etc.), on constate qu'ils ont su mettre des politiques et mesures d'incitations aux IDE. Ces dernières sont l'origine de l'entrée massive des Multinationales dans leurs territoires ; et il est surtout à noter que ce phénomène a largement contribué à leur développement.

La deuxième partie de ce devoir va donc s'intéresser sur les politiques de promotion des IDE. Dans un premier temps, on va considérer les efforts accomplis par quelques pays émergents et NPI. Et dans un second temps, on va analyser particulièrement la situation de Madagascar. Notre principal objectif ici est alors de savoir : dans quelles mesures les IDE augmentent en grand nombre dans la grande île.

## **PARTIE II : ANALYSE DES POLITIQUES DE PROMOTION DES IDE.**

Après avoir vu les approches théoriques des investissements ; dans cette partie, on va se consacrer aux approches pratiques en mettant en exergue les réussites Asiatiques en matière d'attraction d'IDE et surtout les problèmes de Madagascar sur ce sujet. On va assister alors aux analyses comparatives.

### **CHAPITRE I : EXPERIENCES DES N.P.I ET PAYS EMERGENTS.**

Ici, on va expliciter le mécanisme de croissance des IDE dans plusieurs N.P.I et pays émergents. Mais il est nécessaire de définir d'abord ce qu'on entend par pays émergents ou NPI.

#### **I. Définition.**

Les nouveaux pays industriels (NPI) correspondent aux pays qui ont connu un essor de l'industrie manufacturière (textile, sidérurgie, chantiers navals,...) et de l'exportation de produits industriels à partir de la décennie 1970. Il s'agit en particulier de certains PVD d'Asie du Sud-Est : les quatre « dragons » (Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong, Singapour) et d'autres pays qui furent ensuite intégrés à ce groupe, tels que le Brésil, le Mexique et l'Argentine. A partir des années 1980, il a été question d'une deuxième génération de pays en développement exportateurs de produits manufacturés en Asie du Sud-Est (Thaïlande, Philippines, Malaisie).

Selon A.BETOINE et A.CAZORLA [2001] : « *On peut aujourd'hui caractériser les NPI en considérant que :*

- *ils font partie des pays à revenu intermédiaire ;*
- *le secteur manufacturier représente au moins 25% du PIB ;*
- *la croissance économique y est forte ;*
- *l'économie est orientée vers l'exportation de produits manufacturés », p.147.*

Puis sont apparus les « pays émergents » qui suivent les traces de NPI : plusieurs pays d'Asie (Chine, Inde...) quelques autres (Maroc...). Ils constituent donc une nouvelle catégorie de pays qui se caractérisent par :

- une croissance rapide de la production et des marchés financiers ;
- une intégration dans les flux commerciaux et financiers internationaux.

C.D.ECHAUDEMAISON [2001] précise que : « *ce sont des pays du Tiers monde dont les exportations de produits manufacturés représentent une part non négligeable de leurs exportations, et qui connaissent une croissance économique et des transformations structurelles rapides sous l'effet de l'industrialisation.* » (p. 350).

## **II. Deux des « Quatre dragons asiatiques » : Corée du Sud et Taiwan.**

Dans cette appellation « Quatre dragons asiatiques » est groupée : la Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong et Singapour. En général, ces pays ont enregistré un essor considérable de leurs économies depuis les années 70. D'après P. LOROT et T.SCHWOB [1987], « *ces pays ont connu une forte croissance et se sont rapidement industrialisés. Leurs entreprises, jeunes, rompues aux procédés modernes de production, rivalisent désormais avec celle des pays européens. Une maîtrise industrielle grandissante s'affirme chez ceux que l'on qualifie aujourd'hui de dragons asiatiques* »<sup>27</sup>.

### **1) La Corée du Sud**

D'après Sud de France [2010]<sup>28</sup>, voici la situation économique et la promotion des IDE dans ce pays.

#### a) Situation économique

##### i. La conjoncture économique

La Corée est la 11ème puissance économie mondiale. Elle a connu une croissance spectaculaire au cours des trente dernières années. Son revenu par habitant est passé de 100 USD en 1963 à près de 20.000 USD aujourd'hui. La Corée du Sud fait partie des 20 plus grandes économies mondiales en terme d'importance. Cependant, le potentiel de croissance du pays a chuté à cause de problèmes structurels, d'un marché financier sous-développé, de la montée de l'endettement des foyers, du vieillissement de la population et surtout de la crise financière actuelle. Le manque général de transparence au niveau des réglementations est aussi une préoccupation importante pour les investisseurs étrangers.

---

<sup>27</sup> LOROT, P. / SCHWOB, T. ; *Singapour, Taiwan, Hong Kong, Corée du Sud : les nouveaux conquérants*, Hatier, Paris, Mai 1987, p.3

<sup>28</sup> In [www. Sud de France export.com](http://www.SuddeFranceexport.com)

<b>Indicateurs de croissance</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>
<i>PIB (milliards USD)</i>	931,41	832,51e	991,15e	1.068,80e	1.128,93e
<i>PIB (croissance annuelle en %, prix constant)</i>	2,3	0,2e	4,5e	5,0e	4,1e
<i>PIB par habitant (USD)</i>	19.162	17.074e	20.265e	21.785e	22.939e
<i>Taux d'inflation (%)</i>	4,7	2,8e	2,9e	3,0e	3,0e
<i>Taux de chômage (% de la population active)</i>	3,2	3,7e	3,5e	3,4e	-
<i>Balance des transactions courantes (milliards USD)</i>	-5,78	42,67e	15,93e	24,02e	25,66e
<i>Balance des transactions courantes (en % du PIB)</i>	-0,6	5,1e	1,6e	2,2e	2,3e

Source: FMI - World Economic Outlook Database

Note : (e) Donnée estimée

#### ii. Les principaux secteurs économiques

Le secteur primaire est faible en Corée, ne comptant que pour une part négligeable dans le PNB du pays. Le riz est la principale culture. Mais l'orge, le blé, le maïs, le soja et le sorgho sont aussi cultivés de façon extensive. L'élevage de bétail se fait aussi à grande échelle. Les ressources minérales de la Corée du Sud sont limitées à l'or et à l'argent.

Les principaux secteurs d'activité du pays sont le textile, l'industrie de l'acier, la fabrication automobile, la construction navale et l'électronique. La Corée du Sud est le plus grand producteur de semi-conducteurs au monde. Le secteur secondaire représente environ 35% du PNB, alors que le secteur tertiaire compte lui pour plus de 60%.

<b>Répartition de l'activité économique par secteur</b>	<b>Agriculture</b>	<b>Industrie</b>	<b>Services</b>
<i>Emploi par secteur (en % de l'emploi total)</i>	7,4	25,9	66,6
<i>Valeur ajoutée (en % du PIB)</i>	2,5	37,1	58,4
<i>Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)</i>	5,5	2,2	2,5

Source : Banque Mondiale - dernières données disponibles.

b) La promotion des IDE en Corée

i. L'origine de l'arrivée massive des IDE en Corée

Les Etats-Unis avaient fourni une aide substantielle à la Corée pour faire face aux pressions communistes émanant de la Chine populaire et de l'Union soviétique. Cette aide avait permis le développement de l'agriculture et la mise en place des infrastructures. Mais en 1965, date de l'arrêt de l'aide américaine, la normalisation des relations avec le Japon permit aux prêts nippons de prendre le relais.

Les IDE, malgré la promulgation de la loi sur le capital étranger de 1966, sont demeurés faibles en raison des troubles politiques ainsi que de quelques désillusions rencontrées par plusieurs entreprises conjointes. Le financement de l'industrialisation s'est principalement effectué au moyen de prêts. L'Etat et les firmes coréennes se sont massivement endettés. Exemple : en 1987, la dette extérieure avoisinait les 35 milliards de dollars dont 30% à court terme.

La Corée du Sud était parmi les plus grands débiteurs des PVD. Mais dès le milieu des années 70, afin de réduire leur dette (qui s'alourdissait de plus en plus), les autorités coréennes ont modifié leur politique et favorisé les investissements directs. La création de zones franches orientées vers l'exportation (Massan en 1969, Iri en 1970) a permis d'accroître le poids des IDE. Les investissements étrangers ont surtout pris la forme de co-entreprises et se sont principalement portés dans le secteur de la chimie, des produits électriques et électroniques et de la mécanique.

Mais les IDE ne sont pas encore arrivés massivement malgré l'implantation de ces zones franches ; cependant, l'Etat coréen n'a pas baissé les bras. Les résultats ont fini d'être positifs enfin. P.LOROT et T.SCHWOB [1987] ont précisé que : *« les implantations étrangères à 100% sont assez peu nombreuses malgré la libéralisation de la réglementation et la levée des restrictions. Les autorités continuent d'exercer un contrôle vigilant et favorisent les co-entreprises. Enfin, les cessions de licence se sont accrues très rapidement, le Japon et les Etats-Unis étant les deux pays qui effectuent le plus de transferts de technologie en Corée du Sud. Sur les quelque 3200 contrats de licence approuvés à la fin de 1985, près de 60% concernent la mécanique »*, p.21.

Donnée : Investissements étrangers par pays (en 1966 et en 1987).

<b>Investisseurs (en 1966)</b>	<b>%</b>	<b>Investisseurs (en 1987)</b>	<b>%</b>
-Etats-Unis	95%	-Japon	44,9%
-Japon	3%	-Etats-Unis	20,9%
-Autres	2%	-Europe	19,8%
		-Hong Kong	9,9%
		-Autres	4,5%

Source : Ministère des finances Coréen

Actuellement, la Corée installe toujours des formes d'aide aux IDE. Il y a : les réductions fiscales, exemptions de droits de douanes, subventions en espèces, incitation à s'installer dans certains endroits, autres formes d'assistance (location). Les domaines privilégiés sont : les services d'assistance dans l'industrie, high tech, service de recherche et développement, tourisme, assistance locale, etc.

ii. Les raisons d'investir actuellement en Corée

Les points forts :

La main-d'oeuvre sud-coréenne est particulièrement qualifiée. Les capacités en matière de Recherche & Développement, ainsi que la qualité des infrastructures sont des atouts déterminants pour les investisseurs.

Les points faibles :

Les lois et réglementations nationales sont contraignantes et les coûts de main-d'oeuvre élevés. L'immobilier privé est coûteux, tout comme les locations de bureaux et de boutiques. Enfin, la compétitivité est relativement restreinte.

Les mesures mises en place par le gouvernement :

La Corée a mis en place des mesures en faveur de la protection de l'investissement étranger :

- Des garanties de remises externes ;
- Un traitement identique à celui des sociétés domestiques en ce qui concerne les opérations de l'entreprise ;
- Des dispositions d'abattement fiscal.

Il existe cependant des restrictions et des interdictions en matière d'investissement étranger dans les secteurs des administrations publiques, des organismes éducatifs, de la défense nationale, etc.

## 2) Le Taiwan

D'après Sud de France [2010]<sup>29</sup>, la situation économique et la promotion des IDE au Taiwan se présentent comme suit :

### a) Situation économique

#### i. La conjoncture économique

Après près de 5 décennies de gestion économique solide, Taiwan a réussi à passer du statut d'île agricole et sous-développée à celui de puissance économique leader dans la production de marchandises de haute technologie.

<b>Indicateurs de croissance</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>
<i>PIB (milliards USD)</i>	402,69	378,97e	418,21e	448,31e	486,22e
<i>PIB (croissance annuelle en %, prix constant)</i>	0,7	-1,9e	6,5e	4,8e	4,9e
<i>PIB par habitant (USD)</i>	17.480	16.392e	17.927e	19.047e	20.473e
<i>Taux d'inflation (%)</i>	3,5	-0,9e	1,5e	1,5e	1,5e
<i>Taux de chômage (% de la population active)</i>	4,1	5,9e	5,4e	4,9e	-
<i>Balance des transactions courantes (en % du PIB)</i>	6,2	11,2e	8,5e	7,7e	7,7e

Source: FMI - World Economic Outlook Database

Note : (e) Donnée estimée

#### ii. Les principaux secteurs économiques

Le secteur de l'agriculture ne contribue que très modestement au PNB. Les principales récoltes de Taiwan sont le riz, la canne à sucre, les fruits et les légumes. Les ressources naturelles de Taiwan sont limitées.

Le secteur secondaire compte pour une part importante du PNB. Bien que les industries traditionnelles comme le fer et l'acier, les produits chimiques et la mécanique comptent pour près de la moitié de la production industrielle, les nouvelles industries sont les plus dynamiques. Taiwan est l'un des fournisseurs les plus importants au monde de semi-conducteurs, d'ordinateurs et de téléphones portables. C'est aussi le plus grand fournisseur d'écrans pour ordinateurs.

<sup>29</sup> In [www.suddefrance.com](http://www.suddefrance.com)

Le pays, qui doit faire face à la relocalisation continue des industries demandant une main-d'oeuvre nombreuse vers des pays où celle-ci coûte moins cher (en particulier la Chine), devra compter sur de nouvelles transformations pour passer à une économie basée sur des technologies plus avancées et orientées vers les services.

b) La promotion des IDE à Taiwan.

i. L'origine de l'arrivée massive des IDE à Taiwan.

Pour faciliter l'implantation des sociétés étrangères, l'Etat taiwanais a offert de nombreux avantages tant financiers que réglementaires aux candidats à l'investissement productif. Il y avait la délimitation de périmètres à statut privilégié, aménagés à l'usage exclusif des firmes multinationales. Créée en 1966, la zone franche de Kaohsiung s'est vu assigner un triple objectif : promouvoir des industries orientées vers l'exportation en offrant aux entreprises un climat favorable à l'investissement industriel (exonérations fiscales et tarifaires, simplifications administratives, infrastructures moderne préexistantes) ; favoriser la création d'emplois ; attirer des techniques et technologies nouvelles.

Les investissements accumulés dans cette zone, ainsi que dans ses répliques – Nantze et Taichung – créées en 1969, sont évalués à US \$ 400 millions. Le volume cumulé des exportations de ces zones atteindrait près de vingt milliards d'US \$. Il s'agit avant tout d'une production à haute valeur ajoutée. 70% des exportations sont constituées de produits électroniques et optiques. En outre, ces zones auront permis la création de plus de 80 000 postes de travail et l'introduction, à Taiwan, de plus d'un millier de techniques nouvelles.

Fort du succès de ces expériences, l'Etat a décidé l'ouverture en décembre 1980 d'un parc scientifico-industriel à Hsinchu, dont l'objectif est d'attirer des entreprises spécialisées dans les industries et technologies de pointe (électroniques, machines et instruments de précision, métaux rares, chimie fine, énergie et aéronautique).

ii. Les raisons d'investir actuellement à Taiwan

Les points forts :

Les points forts du pays sont :

- Un important tissu industriel et logistique ;
- Une main-d'oeuvre abondante et qualifiée ;
- De fortes capacités en R&D ;
- Un marché financier en pleine essor ;
- Des opérations de logistique efficaces ;
- Une situation géographique stratégique. Exemple le pays est une porte d'entrée vers

la Chine.

#### Les points faibles :

Les points faibles du pays sont :

- Le manque de voie directe de communication avec la Chine ;
- La taille du marché domestique qui est limitée.

#### Les mesures mises en place par le gouvernement :

De nouvelles réglementations sur les taxes pour professionnels étrangers à Taiwan sont entrées en vigueur au début de 2008, d'après une annonce faite par le Ministère des Finances (MDF).

Les nouvelles réglementations assurent des stimulations sous forme de taxes préférentielles pour les professionnels étrangers employés à Taiwan et ont pour but d'améliorer l'environnement général pour attirer et recruter des professionnels d'autres pays.

Les réglementations, qui ont pour but de régler un manque général de talents professionnels, devraient bénéficier à près de 3.000 professionnels étrangers à Taiwan.

### **III. La Malaisie et la Thaïlande.**

#### **1) La Malaisie**

La situation de la Malaisie est donnée par Sud de France [2010]<sup>30</sup> comme suit :

##### a) Situation économique

##### *i. La conjoncture économique*

Les deux principaux facteurs de croissance économique de la Malaisie sont la demande domestique et le dynamisme des exportations. La Malaisie a un des niveaux de vie les plus élevés d'Asie du sud-est et un faible taux de chômage. Malgré les efforts à long terme du gouvernement pour améliorer la situation économique des Malais de souche, la population d'origine chinoise continue d'affirmer sa traditionnelle prédominance.

---

<sup>30</sup> In [www.sud.de France export.com](http://www.sud.de France export.com)

<b>Indicateurs de croissance</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>
<i>PIB (milliards USD)</i>	221,60	191,46e	213,07e	229,65e	248,26e
<i>PIB (croissance annuelle en %, prix constant)</i>	4,6	-1,7e	4,7e	5,1e	5,3e
<i>PIB par habitant (USD)</i>	8.118	6.897e	7.547e	7.998e	8.502e
<i>Taux d'inflation (%)</i>	5,4	0,6e	2,0e	2,1e	2,3e
<i>Taux de chômage (% de la population active)</i>	3,5	-	-	-	-
<i>Balance des transactions courantes (milliards USD)</i>	38,85e	31,99e	32,77e	33,67e	34,72e
<i>Balance des transactions courantes (en % du PIB)</i>	17,5e	16,7e	15,4e	14,7e	14,0e

*Source: FMI - World Economic Outlook Database*

*Note : (e) Donnée estimée*

#### *ii. Les principaux secteurs économiques*

L'agriculture emploie environ 15% des Malaisiens et contribue à 10% du PIB. La Malaisie est classée parmi les principaux producteurs mondiaux d'huile de palme, de cacao et de caoutchouc. Le pays est aussi un des principaux exportateurs de bois tropical. La Malaisie a développé avec succès son économie basée sur les matières premières (exportation du caoutchouc et de l'étain, importantes réserves de pétrole et de gaz, cuivre, bauxite). L'industrie contribue à environ 40% PIB. La Malaisie est l'un des plus grands exportateurs du monde de dispositifs semi-conducteurs, des articles et appareils électriques, et le gouvernement a des plans ambitieux pour faire de la Malaisie le principal producteur et développeur de produits de technologies de pointe, y compris les logiciels. La Malaisie est une destination importante pour la délocalisation de la fabrication des composants après la Chine et l'Inde. Le pays a attiré d'importants investissements étrangers qui ont joué un rôle majeur dans la transformation de l'économie.

Le secteur tertiaire représente près de la moitié du PIB grâce, notamment, au secteur du tourisme. La Malaisie est devenue une des principales destinations touristique d'Asie du Sud-Est.

<b>Répartition de l'activité économique par secteur</b>	<b>Agriculture</b>	<b>Industrie</b>	<b>Services</b>
<i>Emploi par secteur (en % de l'emploi total)</i>	14,8	28,5	56,7
<i>Valeur ajoutée (en % du PIB)</i>	10,2	47,7	59,0
<i>Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)</i>	2,2	3,3	10,1

*Source : Banque Mondiale - dernières données disponibles.*

#### b) La promotion des IDE en Malaisie

##### i. L'origine de l'arrivée massive des IDE en Malaisie

En Malaisie, à la politique d'import-substitution de la période précédant les années 70 s'est ajoutée une stratégie de promotion des exportations à partir de 1971, avec l'instauration des zones franches. En 1980, 70% des exportations de produits manufacturés provenaient des zones franches. A partir de 1986, le pays a mis en place des mesures d'ajustement et de libéralisation de son économie, avec la promotion des investissements privés. En 1989, les industries manufacturières locales ont pris la relève en fournissant 60% des exportations.

L'analyse des facteurs déterminants les flux d'investissements directs étrangers en Malaisie révèle l'importance du niveau du PIB par tête et des dépenses publiques. L'effet négatif du taux d'investissement s'explique sans doute par une certaine saturation, les investissements locaux prenant la relève des investissements directs étrangers. Par ailleurs, le niveau d'éducation exerce une influence négative sur ces flux. Mais cette variable, compte tenu du niveau de développement du pays, peut être corrélée avec le coût de la main-d'œuvre, une hausse du niveau d'éducation entraînant une augmentation des salaires, et donc une baisse de la compétitivité du pays.

##### ii. Les raisons d'investir actuellement en Malaisie

#### Les points forts :

Les principaux facteurs d'attraction des IDE sont :

- Une politique de l'investissement libérale et transparente ;
- La compétitivité des coûts ;
- La rationalisation des administrations publiques ;
- Des incitations à l'investissement attrayantes ;
- Des infrastructures développées ;
- Une position stratégique liée à la proximité des principaux marchés asiatiques ;

- D'importantes ressources ;
- Un pouvoir d'achat croissant.

#### Les points faibles :

Les principales faiblesses de la Malaisie résident dans les lourdeurs bureaucratiques et réglementaires et la pénurie de main d'oeuvre qualifiée.

#### Les mesures mises en place par le gouvernement :

Le gouvernement malaisien encourage les IDE par de nombreuses mesures incitatives, notamment envers les industries exportatrices de produits "high tech", et les services d'opérations de back office. En 2003, le gouvernement a lancé un programme de stimulation économique qui a étendu l'exemption fiscale totale de 10 à 15 ans pour les entreprises "pionnières" et de 5 à 10 ans pour les entreprises prioritaires. Les entreprises bénéficiant du programme "Super corridor multimédia" (MSC) ont des facilités fiscales et réglementaires.

Pour faire face à la crise, le gouvernement a adopté différentes mesures : soutien au bilan des entreprises, maintien du système de redistribution de la rente pétrolière (subvention des produits de base et du système éducatif et hospitalier, politique de grands travaux), renforcement du système financier, libéralisation économique. Parallèlement, la Malaisie cherche à libéraliser le régime d'emploi d'expatriés dans le secteur manufacturier, afin de favoriser le transfert de technologie et de faciliter l'arrivée de personnel qualifié sur son territoire.

## **2) La Thaïlande**

Sud de France [2010]<sup>31</sup> nous donne encore la situation de la Thaïlande.

### a) Situation économique

#### *i. La conjoncture économique*

La Thaïlande est la seconde plus grande économie (après l'Indonésie) et la 4ème nation la plus riche de l'Asie du Sud-Est selon le PIB par habitant, après Singapour, Brunei et la Malaisie. Elle sert d'économie d'ancrage pour ses pays voisins en voie de développement comme le Laos, la Birmanie et le Cambodge.

---

<sup>31</sup> In [www.sud.de France export.com](http://www.sud.de France export.com)

<b>Indicateurs de croissance</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>
<i>PIB (milliards USD)</i>	272,43	263,89e	297,85e	317,51e	341,34e
<i>PIB (croissance annuelle en %, prix constant)</i>	2,5	-2,3e	5,5e	5,5e	5,4e
<i>PIB par habitant (USD)</i>	4.108	3.940e	4.403e	4.647e	4.946e
<i>Taux d'inflation (%)</i>	5,5	-0,8e	3,2e	1,9e	1,8e
<i>Taux de chômage (% de la population active)</i>	1,4	-	-	-	-
<i>Balance des transactions courantes (milliards USD)</i>	1,63	20,29e	7,44e	1,10e	-0,80e
<i>Balance des transactions courantes (en % du PIB)</i>	0,6	7,7e	2,5e	0,3e	-0,2e

*Source: FMI - World Economic Outlook Database; CIA - The world factbook*

*Note : (e) Donnée estimée*

#### *ii. Les principaux secteurs économiques*

L'économie thaïlandaise est fortement basée sur l'agriculture qui contribue à environ 10% du PIB et emploie près de 40% de la population active. Le pays est l'un des principaux producteurs et exportateurs de riz, les autres récoltes étant le caoutchouc, le sucre, le maïs, le jute, le coton et le tabac. La pêche est une activité importante, la Thaïlande étant un exportateur important de crevettes d'élevage. Cependant, la contribution relative de l'agriculture au PIB a décliné ces dernières années, alors que les exportations de marchandises et de services ont augmenté.

Le secteur manufacturier représente un peu moins de la moitié du PIB et est bien diversifié. Les principales industries de la Thaïlandaise sont les industries électroniques, sidérurgiques et automobiles. La Thaïlande est un centre d'assemblage de marques internationales de voitures. Les appareils et composants électriques, les ordinateurs, la production de ciment, de meubles et de produits en plastique sont aussi des secteurs importants. Le secteur textile emploie environ 25% de la population active mais n'est plus un secteur aussi dynamique que le tourisme qui est devenu la source principale de devises étrangères.

Le secteur tertiaire, y compris le tourisme et les services financiers, contribue environ à la moitié du PIB.

<b>Répartition de l'activité économique par secteur</b>	<b>Agriculture</b>	<b>Industrie</b>	<b>Services</b>
<i>Emploi par secteur (en % de l'emploi total)</i>	41,7	20,7	37,4
<i>Valeur ajoutée (en % du PIB)</i>	11,6	44,2	50,6
<i>Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)</i>	3,5	3,3	1,3

Source : Banque Mondiale - dernières données disponibles.

b) La promotion de IDE au Thaïlande.

i. L'origine de l'arrivée massive des IDE au Thaïlande

La Thaïlande se caractérisait par ses exportations de produits primaires et agricoles (riz) et une protection modeste de son secteur industriel avant les années 70, avant de se lancer dans une politique résolue d'import-substitution. La stratégie de promotion des exportations a été développée à partir de 1980. Les investissements directs étrangers promus dès les années 60 étaient principalement concentrés dans des productions destinées au marché domestique pour détourner les protections. A partir des années 80, on note une hausse des flux d'investissements directs étrangers et un déplacement de ces derniers vers les secteurs d'exportation.

Pour la Thaïlande, le niveau de compétitivité du pays, résultant de sa politique de change, est déterminant parmi l'ensemble des mesures favorisant les investissements directs. Le pays a en effet dévalué sa monnaie à partir de 1981, et a mis en place un système de flottement dirigé du taux de change. En revanche, une hausse des prix des exportations manufacturières induit une perte de compétitivité, réduisant les flux d'investissements potentiels.

ii. Les raisons d'investir actuellement en Thaïlande

Les points forts :

Les principaux atouts du pays sont :

- Une main d'œuvre qualifiée dans de nombreux secteurs ;
- Une situation stratégique au cœur de l'Asie : le pays sert de porte d'entrée vers l'Asie du Sud- Est et la région du Grand Bassin du Mékong, où les nouveaux marchés émergents ont de grands potentiels économiques ;
- Une politique gouvernementale en faveur de l'investissement et de la promotion du libre-échange : Selon la Banque Mondiale, la Thaïlande est le 4ème pays en Asie et le 20ème

dans le monde où il est aisé de faire des affaires ;

-L'existence de nombreuses agences gouvernementales qui viennent en aide aux investisseurs ;

-Un régime d'investissement en conformité totale avec les règles de l'OMC : pas de restrictions dans le secteur manufacturier, pas d'exigences de contenus locaux, ni de conditions à l'exportation.

#### Les points faibles :

Au delà des facteurs conjoncturels, des facteurs structurels comme le manque d'infrastructure et de main d'œuvre suffisamment qualifiée peuvent aussi influencer sur le niveau des investissements et de la croissance économique. Un rapport de la Banque Mondiale, rendu public mi 2009, insiste sur une variable clé de la reprise : la stabilité politique. L'incertitude politique en Thaïlande a été perçue par les entreprises comme la principale contrainte en ce qui concerne l'investissement. L'absence d'amélioration dans les infrastructures et la pénurie de travailleurs qualifiés (liée à la qualité de l'éducation) ont également limité les investissements.

#### Les mesures mises en place par le gouvernement :

Le « Board of Investment de Thaïlande » (BOI) a offert une série d'incitations dans six secteurs industriels en 2008-2009, notamment huit années d'exonération fiscale pour les sociétés, 50% de réduction d'impôt sur les sociétés pendant 5 ans, double déduction du transport, électricité et frais d'approvisionnement ainsi que 25% de déduction sur les bénéfices nets pour les frais d'installation et les coûts de construction. Les 6 secteurs visés sont :

- L'agriculture et l'agroalimentaire ;
- Les énergies renouvelables et alternatives ;
- L'automobile ;
- L'électronique et les technologies de l'information et de la communication (TIC) ;
- La mode ;
- Les services à haute valeur ajoutée (comprenant les loisirs, la santé et le tourisme).

Le BOI va également relancer des mesures contribuant à accroître les liquidités des entreprises. Par ailleurs, il peut proposer des exemptions de taxes d'importation sur les matières premières requises pour la production destinée à l'export.

## **SYNTHESE**

A l'issue de l'évaluation faite sur les politiques d'attraction des IDE effectuées par ces quatre pays asiatiques, des points communs doivent être soulignés. Tout d'abord, on note une forte intervention Etatique au niveau des secteurs d'activités, surtout dans le secteur industriel ou manufacturier. Tant en Corée qu'au Taiwan, en Malaisie ou en Thaïlande, les autorités publiques ont favorisé l'industrialisation par substitution des importations, suivie de l'industrialisation par promotion des exportations (création de zones franches exportatrices). Elles ont également agis en atténuant les lourdeurs bureaucratiques et règlementaires.

Il est à noter que l'industrialisation par substitution des importations (ISI) est une stratégie de développement qui consiste à produire localement des biens qui, précédemment, étaient importés et que l'industrialisation par promotion des exportations (IPE) est une stratégie de développement que consiste à développer les exportations du pays par diverses mesures (subventions, publicité,...). Donc, l'ISI est une stratégie qui se tourne sur le marché interne même, alors que l'IPE est une stratégie qui se préoccupe sur l'insertion au marché mondial.

Mais ce qu'on peut noter aussi de la réussite de ces quatre pays en matière d'IDE, c'est qu'ils ont promu la « Recherche et Développement »; ce qui explique l'existence de main-d'œuvre abondante et qualifiée dans leurs territoires. Dans son article d'analyse sur le cas de la Corée du Sud, H. RAMIARISON [2002] a souligné que : *« le niveau initial élevé d'accumulation de capital humain a contribué directement au développement économique rapide des années 1960, surtout dans les six premières années, en améliorant la qualité de la main-d'œuvre mais aussi, indirectement, en agissant sur les autres facteurs qui influencent la croissance. »* (p.20).

Enfin, on peut noter aussi comme point commun de ces pays asiatiques en matière d'attraction des IDE, le développement considérable des infrastructures.

Donc, bref, l'Etat s'est intervenu de façon substantielle dans l'économie de ces pays pour attirer les investisseurs étrangers.

Madagascar, malgré les différentes politiques d'attraction ayant existé, éprouve encore d'un état stationnaire concernant l'arrivée massive des investisseurs. Cette situation est un peu

étonnante si on prend conscience des atouts que ce pays dispose. Justement, il y a donc des facteurs de blocages.

En se basant sur les mesures de réussite des pays asiatiques, on va faire une analyse comparative de celles-ci avec les réalités malgaches. La question qui se pose est alors de savoir : « dans quelles mesures, les politiques d'incitations des IDE à Madagascar peuvent être efficaces ». Cette analyse va faire l'objet de ce nouveau chapitre.

## **CHAPITRE II : LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS A MADAGASCAR.**

Comme notre analyse veut éclaircir le cas de la Grande Ile en matière d'incitation des investisseurs étrangers et surtout en rapport avec ceux des quatre pays Asiatiques (vus ci-dessus), c'est dans ce chapitre qu'on va expliciter les atouts et les vides à combler par ce pays.

### **I. Contexte économique**

Sud de France [2010]<sup>32</sup> donne les données ci-dessous sur l'économie de Madagascar.

#### **1) Les indicateurs économiques récents de Madagascar.**

Madagascar a enregistré une forte croissance de 7% en 2008. Les locomotives de la croissance ont été l'investissement privé dans les grands projets miniers, les exportations correspondantes de minerai, les investissements publics pour la préparation des sommets de l'Union africaine (UA) et de la francophonie ainsi que l'élargissement de la production agricole qu'a suscité la relance de la « Révolution verte ». La croissance a été de 4,8% en 2009 du fait de la crise économique mondiale et des facteurs politiques internes. Elle devrait repartir à 7,6% en 2010.

<b>Indicateurs de croissance</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>
<i>PIB (milliards USD)</i>	9,46e	8,55	8,38	8,93	9,98e
<i>PIB (croissance annuelle en %, prix constant)</i>	7,1e	-5,0e	-1,0e	3,7e	5,5e
<i>PIB par habitant (USD)</i>	468	412	394e	409	445e
<i>Taux d'inflation (%)</i>	9,2e	9,0	9,6e	8,9	7,5e
<i>Balance des transactions courantes (milliards USD)</i>	-1,94e	-1,43e	-1,10e	-0,50	-0,33
<i>Balance des transactions courantes (en % du PIB)</i>	-20,5	-16,8	-13,2e	-5,6e	-3,3e

Source: FMI - World Economic Outlook Database; OIT, Laborstat - Yearly Statistics

Note : (e) Donnée estimée

#### **2) Les principaux secteurs économiques**

Les secteurs les plus importants à Madagascar sont l'agriculture (coton, riz, bois, vanille, minerais) et les services (tourisme).

<sup>32</sup> In [www.sud de France export.com](http://www.sud de France export.com)

<b>Répartition de l'activité économique par secteur</b>	<b>Agriculture</b>	<b>Industrie</b>	<b>Services</b>
<i>Emploi par secteur (en % de l'emploi total)</i>	22,8	3,4	14,6
<i>Valeur ajoutée (en % du PIB)</i>	25,2	17,3	56,4
<i>Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)</i>	2,8	6,8	9,3

Source: Banque Mondiale - dernières données disponibles

## **II. La situation des IDE à Madagascar**

D'après l'UBIFRANCE [2009], « *il y a déséquilibre de flux d'IDE entre les secteurs d'activité malgache ; le secteur minier est surreprésenté avec 85% du flux, les télécommunications constituent quasiment le seul autre secteur récipiendaire. Le sous investissement dans le secteur agricole demeure un point faible, il est pourtant essentiel dans un pays où 70% de la population vit en milieu rural* »(p.1).

Voici les évolutions du stock global et des flux d'IDE, selon la BCM et INSTAT [2010], p.9 ; 19-20.

### **1) Evolution du stock global d'IDE**

En général, il y a diminution du stock d'IDE en 2009. L'accroissement enregistré depuis l'année 2006 a connu un fléchissement en 2009. La croissance en valeur du stock d'IDE n'a été que de 20% en 2009, si en 2008 ce taux était de 63%. Ainsi, la valeur du stock des IDE est estimée à 6245 milliards d'Ariary, soit 3,2 milliards de dollars américains à la fin de l'année 2009.

### **2) Evolution des flux d'IDE**

Les premières estimations faites pour l'année 2009 confirment bien un recul du flux d'IDE durant 2009, soit une baisse de l'ordre de 47% en 2009 après les fortes augmentations de ces trois dernières années. Le niveau du flux a été donc estimé à 1 061 milliards d'Ariary, soit l'équivalent de 542 millions de dollars américains.

La baisse du flux d'IDE en 2009 se reflète également par la baisse du poids de ce dernier dans le stock d'IDE. Le flux d'IDE n'a représenté que 17% du stock en 2009, alors que dans les années antérieures le flux représentait environ entre 30% à 45% du stock.

Cette baisse a touché toutes les formes de capitaux d'IDE reçus par le secteur productif. Les flux de la rubrique « autres transactions », qui représentent plus de 90% du total depuis 2007, ont connu une baisse de 44% en 2009. Il en est de même pour les

« bénéfiques réinvestis » et les « apports en capital » qui ont respectivement chuté de 139% et de 76%.

### **III. Les politiques et mesures d'incitations ayant existé**

#### **1) Mesures d'incitations fiscales et juridiques**

Selon M.RAZAFINDRAKOTO [1995], il y avait « l'élaboration de code d'investissements et la mise en place des zones franches » (p.21). Le code d'investissements concerne les créations ou les extensions d'activité ; les zones franches ont été créées pour favoriser notamment l'exportation.

Le régime de zone franche a été instauré en 1989. Quatre types d'entreprise peuvent être agréées à ce régime :

- les entreprises de promotion-exploitation (EPE) chargées des travaux d'aménagement et de construction, de la gestion et de la promotion des zones franches industrielles<sup>33</sup> ;
- les entreprises industrielles de transformation ;
- les entreprises de services ;
- les entreprises de production intensive de base<sup>34</sup>.

Les entreprises industrielles de transformation et de production intensive de base doivent destiner la totalité de leur production à l'exportation. Il en est de même pour les entreprises de service. Ces dernières peuvent toutefois satisfaire également les besoins des entreprises bénéficiant du régime de la zone franche.

NB : En 1996, le code des investissements a été abrogé.

Concernant les impôts sur les bénéfiques (IBS), les entreprises agréées au régime de la zone franche bénéficient d'une période de grâce : quinze ans pour les EPE, cinq pour les entreprises de transformation et de production intensive de base (comptés à partir de l'exploitation effective), et deux ans pour les entreprises de service. Passée cette période de grâce, les entreprises peuvent bénéficier d'une réduction de l'IBS (au taux fixe de 10%) égale à l'impôt correspondant à 75% du montant des nouveaux investissements. Ces dernières restent toutefois soumises à l'impôt sur les dividendes distribués, au taux fixe de 10%.

---

<sup>33</sup> « Bien qu'une seule entreprise de ce type ait été agréé depuis 1990, elle est à l'origine de 20% environ du total des investissements, soit 111.600 millions de Fmg », in *Annuaire des entreprises Franches*, 1996, p.6.

<sup>34</sup> Elle favorise la production à l'exportation.

Toute opération d'importation et d'exportation est exonérée de taxes (taxe d'importation, d'exportation, de consommation et taxe unique sur les transactions : TUT) et de droits de douanes.

## **2) Autres mesures**

Il y avait très récemment (en 2007) l'élaboration du « Madagascar action plan »<sup>35</sup> qui est « *une stratégie conçue pour accélérer et mieux coordonner le processus de développement et de faire un statut qualitatif.* » (C. HORACE [2007], p.1). Ceci avait pour but de montrer à tout le monde entier que le régime en place se penchait véritablement au développement de la grande île. L'enjeu était donc d'obtenir la confiance des grands pays industrialisés. Au niveau d'attraction d'IDE, on peut interpréter ce document comme étant une sorte de stratégie d'information de l'Etat dans les milieux des investisseurs étrangers. Notons que des progrès au niveau des infrastructures ont été enregistrés, entre autre la création et réparation de routes.

Afin de rendre le climat des affaires à Madagascar propice, il y avait aussi élaboration d'une nouvelle loi sur les investissements (début 2008). Plusieurs dispositions ont été adoptées, dont la création d'un visa professionnel<sup>36</sup>. Ce visa immigrant est octroyé à tout investisseur étranger, qu'il soit lié à une entreprise malgache par un contrat de travail ou qu'il exerce au sein de cette entreprise un mandat social : gérant, directeur général, directeur général adjoint, administrateur général, président du conseil d'administration ou président-directeur général. Ce visa professionnel autorise de plein droit son détenteur à résider et à travailler légalement sur tout le territoire Malgache sans qu'il soit nécessaire d'obtenir une autorisation d'emploi à laquelle ce visa se substitue. Il est valable pour trois ans à compter de la date du récépissé de la demande. Ce visa, une fois accordé, vaut titre de séjour. Par ailleurs, une carte de résident est délivrée conformément à la législation en vigueur. La demande de renouvellement du visa doit se faire dans un délai d'un mois avant la date d'expiration. Le conjoint et les enfants à charge du titulaire reçoivent automatiquement les mêmes droits et pour une durée identique.

Mais on note aussi comme mesure instaurée par l'Etat malgache : la mise en place d'organismes spécifiques tel l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM), les

---

<sup>35</sup> Le MAP comporte huit engagements : gouvernance ; infrastructure reliée ; transformation de l'éducation ; développement rural ; santé, planning familial et lutte contre le VIH/Sida ; économie à forte croissance ; environnement et solidarité nationale.

<sup>36</sup> Madagascar -Tribune.com., *Un Visa professionnel pour les opérateurs*, 11 janvier 2008.

pôles intégrés de croissance (PIC) ou encore le Millenium Challenge Account (MCA). Particulièrement, selon E. BEANTANANA [2008], « *l'EDBM a été créé en 2006 pour coordonner les actions visant la mise en œuvre d'une stratégie de promotion et de facilitation des investissements.* » (p.1).

Et enfin, Madagascar dispose de : « *l'accès préférentiel à différents marchés extérieurs grâce aux accords asymétriques (initiative TSA, AGOA, APE) et à l'intégration régionale de Madagascar (COMESA, COI, SADC), l'adhésion de Madagascar à diverses conventions internationales (API, AMGI, ACA,...).* » (AMBASSADE de France / MISSIONS ECONOMIQUES [2005], p.1).

Ce sont donc les mesures d'incitations récentes majeures ayant existé à Madagascar. Pourquoi, les investisseurs étrangers n'entrent pas encore de façon nombreux ?

#### **IV. Les lacunes à l'entrée des IDE à Madagascar (compte tenu de ces mesures adoptées et surtout des exemples asiatiques).**

La Grande île présente des points forts et des points faibles au niveau attractivité des investissements directs étrangers. Mais ce sont les points faibles qui sont nombreux, contrairement aux cas des quatre pays asiatiques (Corée du Sud, Taiwan, Malaisie et Thaïlande), et provoquent donc des réticences au niveau des investisseurs étrangers.

Avant d'entrer sur ces deux points, il est mieux de réitérer encore une fois la nécessité des IDE (entrée massive), surtout pour les pays en développement. En empruntant les affirmations de K. KHADDOUJ [2008], on peut dire que : « *les IDE occupent actuellement une importante place à cause des effets bénéfiques qu'ils engendrent aux lieux d'implantation, puisqu'ils améliorent la performance économique des pays d'accueil, rétablissent son équilibre financier et augmentent sa compétitivité internationale. Les IDE peuvent non seulement, participer au développement économique et humain d'un pays, en apportant les fonds nécessaires pour financer une partie des investissements intérieurs, mais aussi ils constituent un moyen de transfert de la technologie industrielle et le savoir faire commercial. L'importance des IDE trouve sa justification dans leur capacité à enrichir les externalités nationales offertes aux entreprises domestiques et aussi dans les effets d'entraînement qu'ils exercent sur l'ensemble de l'économie et par conséquent sur la croissance économique du pays en général.* » (p.3).

Donc, l'arrivée massive des IDE favorise en générale le décollage économique des pays en développement, entre autres Madagascar.

## **1) Les points forts de Madagascar en matière d'attraction d'IDE**

En faisant une comparaison de la Grande île avec les quatre pays asiatiques, on peut dire qu'elle dispose d'une richesse naturelle exceptionnelle et la plus abondante entre eux. L'étendue du territoire malgache, la fertilité des terres, l'existence de climats météorologiques faiblement dominés par les cataclysmes naturels, la qualité de la faune et de la flore, l'abondance en ressources minières et aquatiques sont des exemples tangibles.

E. BEANTANANA [2008] a dit sur ce point que : « *Madagascar a comme principal atout la richesse de sa faune et de sa flore qui abritent des espèces de lémuriens, de tortues, de serpents, d'oiseaux, de caméléons aussi rares que d'une beauté remarquable, mais également des variétés uniques d'orchidées, de baobabs, de plantes médicinales rares, de fruits exotiques et de produits de rentes tels que le cacao, la vanille, le café et le girofle.* » (p.1).

Mais à part la dotation en matière de ressources naturelles, Madagascar affiche également un nombre très suffisant de main-d'œuvre. M. RAZAFINDRAKOTO [1995] affirme que : « *ce pays (Madagascar) dispose d'un certain nombre d'atouts qui devraient lui permettre de s'engager sur la voie de la croissance. Ses ressources naturelles diversifiées dans différents domaines tels que l'agriculture, la pêche, les industries extractives ou le tourisme, et sa main-d'œuvre abondante, peu coûteuse et qualifiée sont autant de facteurs qui apparemment restent largement sous-exploités.* » (p.3).

Ce sont donc les principaux points forts dont Madagascar dispose en faisant le rapport avec les quatre pays asiatiques. Quels sont les points faibles ?

## **2) Les points faibles de Madagascar en matière d'attraction d'IDE**

D'après ce que l'on a vu, les points communs d'attraction des IDE en Corée, Taiwan, Malaisie et Thaïlande sont essentiellement au nombre de quatre. Il y a d'abord la promotion de l'industrialisation par substitution des importations qui est doublée par l'industrialisation par substitution des exportations. Ensuite, on a enregistré l'allègement des lourdeurs bureaucratiques et réglementaires ; la promotion de la Recherche-développement et enfin le développement considérable des infrastructures.

Si on va se tourner sur le cas de Madagascar, on peut dire immédiatement que l'instabilité politique a toujours persisté. Les régimes qui ont succédé au pouvoir ne se penchaient guère au développement des secteurs d'activité. On se contentait toujours

d'importer des inputs et des outputs étrangers ; ce qui est encore expliqué de façon explicite actuellement par la présence considérable des produits étrangers sur le marché malgache (le « made in Madagascar est de très faible pourcentage). Autrement dit, les gouvernements qui se sont succédés ne se préoccupaient pas de dynamiser le secteur manufacturier, en faisant de l'ISI et de l'IPE. Ce qu'on peut noter, c'est la succession de crises politiques (1972, 1991, 2002, 2009) qui sévissaient le territoire malgache. Les gens étaient chaque fois frustrés de la conduite de la nation, de la gouvernance du pays. Les investisseurs étrangers préfèrent donc ne pas venir car l'insécurité ne leur permet pas de produire tranquillement. Même si on dispose d'une richesse naturelle extraordinaire, ils vont opter pour la fuite du territoire. M. RAZAFINDRAKOTO [1995] a dit que : « *l'image extérieure du pays joue un rôle majeur (pour inciter les IDE) : sa stabilité politique et économique ne devrait pas laisser de place à l'incertitude, compte tenu du contexte initial à priori défavorable des pays d'Afrique.* » (p.7). L'instabilité politique qui est la source d'instabilité économique constitue donc le premier point faible de Madagascar ; et il est à noter qu'on est justement au-dedans d'une crise politique à présent.

Deuxièmement, on enregistre également l'existence de lourdeurs bureaucratiques et surtout de manque d'infrastructures à Madagascar. « *Madagascar a encore du mal à attirer nombre d'investisseurs car il présente encore des lourdeurs au niveau administratif, ce qui constitue de véritable entrave ; il en est de même pour les fournitures en matière d'énergie et d'infrastructures* » (Madagascar Tribune [2007], p.1). La corruption frappe fort dans les bureaux administratifs, même au niveau de la juridiction. Les infrastructures sont en état de manque (insuffisantes) ; et même celles qui sont encore en place datent majoritairement de plusieurs années, donc vieilles. Alors que, selon S. LEVASSEUR [2002], « *les infrastructures au sens large (équipements en réseau routier, en téléphone...) sont censées avoir un impact positif sur la localisation de l'activité dans le pays.* » (p.133). A Madagascar, si on va prendre l'exemple des infrastructures routières, les routes goudronnées sont largement insuffisantes. On dénombre beaucoup de régions non encore desservies par de telle route. C'est donc l'une des raisons explicatives de l'enclavement régional. Les gens ne s'épanouissent pas, ils restent dans leur statut de paysan (plus de 70% à Madagascar). On peut dire donc que les lourdeurs bureaucratiques et l'insuffisance d'infrastructures constituent des points faibles à Madagascar, par rapport aux quatre pays asiatique.

Et troisièmement, un autre point faible c'est le problème de qualification des mains-d'œuvre malgré leur abondance. S'il n'y a pas accumulation de capital humain, il n'y aura jamais de rendement d'échelle croissant comme l'affirme les théoriciens de la croissance

endogène. Il va y avoir une tendance vers un état stationnaire ; d'où, croissance zéro. Le pays (Madagascar) a beaucoup de mains-d'œuvre, mais à bon marché. Cette situation résulte du bas niveau de la recherche-développement. Il est à noter que cette dernière a fait l'une des préoccupations majeures dans les quatre pays asiatique et a contribué très largement à la venue des investisseurs étrangers dans leurs territoires.

E. FOUUDA [2005] a dit que : « *Malheureusement, une grande proportion de l'IDE reçu actuellement par l'Afrique concerne essentiellement les investissements liés à l'exploitation des matières premières, notamment le pétrole et les minerais, alors que le problème de développement de l'Afrique est lié surtout à la transformation de ses produits qui seule est susceptible de créer des richesses et de consolider le développement du continent. Il serait donc souhaitable de renforcer les capacités de recherche et d'innovation des PVD, en attirant les IDE dans le secteur de la recherche et développement.* » (p.2).

Voilà donc ce qui concerne l'analyse du cas de Madagascar en matière d'attraction des investissements directs étrangers, en faisant référence aux cas de la Corée, du Taiwan, de la Malaisie et de la Thaïlande. On peut dire que les points faibles dominent les points forts ; ce qui expliquent le blocage d'arrivée des investisseurs. De façon générale, d'après M. RAZAFINDRAKOTO [1995], « *un certain nombre de facteurs peuvent influencer sur les flux d'investissements directs étrangers :*

- *La performance économique du pays ;*
- *Le niveau d'industrialisation ;*
- *L'ouverture du pays ;*
- *L'existence de ressources naturelles exploitables ;*
- *La taille du pays qui peut révéler un marché national important ;*
- *La situation géographique qui peut permettre l'accès à un marché régional ;*
- *La faiblesse des coûts, notamment de la main-d'œuvre ;*
- *La qualification de la main-d'œuvre ;*
- *Le niveau de développement des infrastructures.*

*D'autres paramètres devraient également être pris en compte telles qu l'importance des mesures d'incitations fiscales, l'efficacité de l'administration, la clarté, la facilité des démarches à suivre pour investir dans le pays, ainsi que la stabilité politique. Mais ces derniers sont difficiles à quantifier.* » (p.9-10).

Que peut-on conclure alors ?

## CONCLUSION.

Les miracles asiatiques expliquent la nécessité d'afflux massifs des investissements directs étrangers dans les pays en développement. *« Avec l'exemple de la réussite des pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est, les retombées positives de l'arrivée massive d'investisseurs étrangers ne sont plus mises en doute. Son impact est évident sur la hausse du niveau des investissements et la dynamisation du tissu industriel. Ces flux d'investissements directs ont permis dans ces pays des taux de croissance à deux chiffres, et un transfert de technologie »* (M. RAZAFINDRAKOTO [1995], p.5).

Malgré les atouts dont dispose Madagascar (mains-d'œuvre abondantes et peu coûteuses, ressources naturelles exploitables) et des politiques d'incitations déjà mises en place (par exemple l'instauration des zones franches), les IDE ne sont pas encore arrivés massivement jusqu'à présent.

D'après ce qu'on a vu, les politiques d'incitations mises en place à Madagascar sont loin d'être suffisantes en comparaison avec ce que les pays asiatiques ont adopté. Deux principaux manques à préciser ici sont : la promotion de la recherche-développement c'est-à-dire l'accumulation de capital humain, et la stabilité politique.

En général, étant donné que les investissements directs étrangers sont stratégiques pour le développement d'un pays, non seulement parce qu'ils augmentent les capitaux disponibles, mais surtout, parce qu'ils permettent de créer des emplois, d'améliorer la productivité, d'opérer des transferts de compétences et de technologies, d'accroître des exportations, tout en renforçant les capacités d'innovation des pays hôtes, il importe que les PVD comme Madagascar améliorent leur environnement politique, économique et juridique pour pouvoir les attirer sur leur territoire. Seules les preuves de la performance économique du pays, de son potentiel de croissance, et de l'opportunité des investissements, sont susceptibles d'entraîner l'arrivée massive de ces derniers.

## **BIBLIOGRAPHIE**

- 1) BASLE, M. / CHAVANCE, B. [1993], *Histoire de la pensée économique : les fondateurs*, Dalloz.
- 2) REVOL, R. [2002], *Dictionnaire des sciences économiques*, Hachette.
- 3) CAPUL, J.Y / GARNIER, O. [1999], *Dictionnaire d'économie*, Hatier.
- 4) BETOINE, A. / CAZORLA, A. [2001], *Dictionnaire des sciences économiques*, Armand Colin, Paris.
- 5) VANHOVE, P. / VIPREY, C. [1999], *Economie générale*, Dunod (2è éd.), Paris.
- 6) LONGATTE, J. / VANHOVE, P. [2001], *Economie générale, BTS TUT AES*, Dunod, Paris.
- 7) LOROT, P. / SCHWOB, T. [1987], *Singapour, Taiwan, Hong kong, Corée du Sud : les nouveaux conquérants*, Hatier, Paris.
- 8) SAMUELSON, A. [1990], *Les grands courants de la pensée économique : concepts de base et questions essentielles*, Presse universitaire de Grenoble.
- 9) OCDE [2008], « *L'impact social de l'investissement direct étranger* », Synthèses.
- 10) LEVASSEUR, S. [2002], « *IDE et Stratégies des entreprises multinationales* », Revue de l'OFCE, hors série.
- 11) CROZET, P/ KOENIG, P. [2005], « *Mondialisation et commerce international* », cahiers français n°325.
- 12) RAZAFINDRAKOTO, M [1995], « *Les Déterminants des investissements directs étrangers à Madagascar : quelle leçon peut-on tirer de l'expérience asiatique et mauricienne ?* », Projet Madio.
- 13) DJAOWE, J. [2009], « *IDE et Gouvernance : les pays de la CEMAC sont-ils attractifs ?* », Revue africaine de l'intégration, vol. 3, n°1.
- 14) BCM / INSTAT [2010], *Etude sur les investissements directs étrangers à Madagascar*.
- 15) UBIFRANCE [2009], « *Les IDE à Madagascar en 2008 / 2009* », Service économique/ Fiche de synthèses.
- 16) AMBASSADE DE France à Madagascar [2006], « *Les IDE à Madagascar en 2005* », Missions économiques/Fiche de synthèses.
- 17) FOUUDA, E. [2005], « *Le rôle de l'IDE dans le renforcement des capacités scientifiques et technologiques des pays en développement* », Réunion d'experts sur l'incidence de l'IDE sur le développement.
- 18) RAMIARISON, H. [2002], « *Le rôle des condition initiales dans la croissance économique rapide de l'après-guerre en Asie de l'est : le cas de la Corée du Sud* », Revue région et développement.
- 19) RAMIARISON, H. [2009], « *Cours de Développement et Croissance* », IDE, 3è année économie.
- 20) BEANTANANA, E. [2008], « *Madagascar, l'île aux opportunités* », Revue des relations internationales et diplomatiques.
- 21) HORACE, C. [2007] « *journée de Madagascar* ».
- 22) BRAINARD, L.S. [1993], "A simple theory of Multinational corporations and Trade with a Trade-off between Proximity and Concentration", NBER Working Paper, 4269.
- 23) BONENFANT, J. / LACROIX, J. [2010], « *l'épargne* », Ressources pour les enseignants et les formateurs en français des affaires.
- 24) ONU / WORLD TRADE REPORT [1996], "Investment, Trade and International Policy Arrangements", New York.
- 25) KABA, O. [2007], *L'investissement direct étranger*, l'Harmattan.

- 26) LORENZI, J.H. [2007], « *L'impact de la mondialisation sur les stratégies des entreprises* », Cahiers Français n° 341.
- 27) BAILLY, P. [2006], « *Internationalisation des échanges et mondialisation* », Question de synthèse.
- 28) LAFI, M. [2000], « *Stratégie horizontale, stratégie verticale et modèle « kc » des firmes multinationales* », une revue théorique et empirique.
- 29) BOUALAM, F. [2008], « *Les institutions et attractivité des IDE* ».
- 30) FEENSTRA, R.C. [1998], “*Integration of trade and disintegration of production in the global economy*”, Journal of economic perspectives, vol. 12(4).
- 31) KRUGMAN, P. [1996], “*Does third world growth hurt first world prosperity?*” Harvard Business Review, vol.72.
- 32) LEAMER, E.E. [1996], “*In search for stolper-Samuelson effects on US. Wages*”, NBER Working Paper 5036.
- 33) VERNON, R. [1966], “*International investment and international trade in the product cycle*”, Quarterly journal of economics, 80.
- 34) SEVEN, S. [1992], “*Private investment and macroeconomic adjustment, a survey*”, the World Bank research observer, vol. 7, n°1.
- 35) Mc MILLAN, S. [1995], “*Foreign direct investment in Ghana and Côte d'Ivoire*” in “*Foreign direct investment in a changing global political economy*”, edited by Steve Chan. Macmillan press.
- 36) MARKUSEN, J.R. [1995], “*The boundaries of multinational enterprises and the theory of international trade*”, Journal of economic prospective, vol.9, n°2.
- 37) CHAN, S. and MASSON, M. [1992], “*Foreign direct investment and host country conditions: looking from the other side now*”, International interactions, vol.17, n°3.
- 38) LE-YIN ZHANG [1994], “*Location-specific advantages and manufacturing direct foreign investment in South China*”, World Development, vol. 22, n°1.
- 39) LIM, D. [1982], “*Fiscal incentives and direct foreign investment in less developed countries*”, the journal of development studies.

# **TABLE DES MATIERES**

*REMERCIEMENTS*

*ACRONYMES*

*LISTE DES FIGURES*

*SOMMAIRE*

**INTRODUCTION..... 1**

**PARTIE I : Approche théorique de l'investissement ..... 2**

**CHAPITRE I : L'investissement..... 2**

**V. Généralités sur l'investissement ..... 2**

- 1) Définition ..... 2
- 2) Approche macroéconomique de l'investissement..... 3
- 3) Les différents types d'investissement ..... 3
  - Les investissements matériels..... 3
  - Les investissements incorporels..... 4

**VI. Le financement de l'investissement ..... 4**

- 1) Le financement des investissements privés ..... 5
  - Le financement des investissements des entreprises..... 5
  - Le financement des investissements des ménages ..... 6
- 2) Le financement des investissements publics ..... 7
  - Financement par l'endettement ou par le marché Financier ..... 7
  - Financement par la fiscalité..... 7

**VII. Les déterminants de l'investissement ..... 8**

**VIII. Les effets de l'investissement ..... 9**

- 3) Les effets globaux de l'investissement ..... 9
- 4) Les effets de l'investissement sur la demande, l'offre et la croissance économique..... 10

**V. Le multiplicateur Keynésien d'investissement..... 11**

**CHAPITRE II : Les investissements directs étrangers..... 13**

**VII. Définition, origine et caractéristiques de l'IDE ..... 13**

- 1) Définition ..... 13
- 2) Origine et destination des IDE..... 13
- 3) Caractéristiques ..... 15

## **VIII. La firme multinationale et l'entreprise d'investissement direct. 15**

- 1) La firme multinationale.....15
- 2) L'entreprise d'investissement direct .....15

## **IX. Typologie des IDE ..... 16**

- 1) Distinction entre flux et stock.....16
- 2) Les différents types d'IDE.....17
  - Une participation .....17
  - Une création ex-nihilo.....17
  - fusion et acquisition.....17

## **X. Les déterminants de l'IDE ..... 18**

- 1) Les principales raisons de l'IDE .....18
- 2) Les différentes stratégies d'IDE.....18
  - La stratégie d'accès aux ressources naturelles .....19
  - La stratégie d'accès au marché.....19
  - La stratégie de minimisation des coûts ou stratégie verticale ou délocalisation .....19
- 3) La théorie sur les déterminants des IDE.....20
  - La théorie du cycle des produits.....20
  - Théories de SEVEN, LIM, Mac MILLAN, MARKUSEN, LE-YIN ZHANG, CHAN et MASON.....21

## **XI. Le modèle théorique de proximité-concentration ..... 22**

- 1) Les hypothèses du modèle .....22
- 2) Les stratégies d'internationalisation du monopole .....23
- 3) Les fonctions de profit selon les trois cas d'internationalisation .....23
- 4) Interprétations des résultats du modèle.....24

## **XII. Les effets des IDE ..... 25**

- 1) Les effets positifs et négatifs des IDE pour les pays investisseurs .....25
  - Effets positifs des investissements à l'étranger .....25
  - Effets négatifs des investissements à l'étranger.....25
- 2) Les effets positifs et négatifs des IDE pour les pays recevant les investissements.....26
  - Effets positifs des investissements de l'étranger sur le territoire national .....26
  - Effets négatifs des investissements de l'étranger sur le territoire national .....26

<b><u>PARTIE II</u> : Analyse des politiques de promotion des IDE.....</b>	<b>28</b>
<b><u>CHAPITRE I</u> : Expériences des NPI et pays émergents .....</b>	<b>28</b>
<b>IV. Définition .....</b>	<b>28</b>
<b>V. Deux des quatre dragons asiatiques : la Corée du sud et le Taiwan.....</b>	<b>29</b>
1) La Corée du sud .....	29
• Situation économique.....	29
• La promotion des IDE en Corée .....	31
2) Le Taiwan .....	33
• Situation économique.....	33
• La promotion des IDE à Taiwan .....	34
<b>VI. La Malaisie et la Thaïlande .....</b>	<b>35</b>
1) La Malaisie .....	35
• Situation économique.....	35
• La promotion des IDE en Malaisie.....	37
2) La Thaïlande.....	38
1. Situation économique.....	38
2. La promotion d'IDE au Thaïlande .....	40
<b>(SYNTHESE) .....</b>	<b>42</b>
<b><u>CHAPITRE II</u> : Les IDE à Madagascar .....</b>	<b>44</b>
<b>V. Contexte économique.....</b>	<b>44</b>
1) Les indicateurs économiques récents de Madagascar .....	44
2) Les principaux secteurs économiques .....	44
<b>VI. La situation des IDE à Madagascar.....</b>	<b>45</b>
1) Evolution du stock global d'IDE .....	45
2) Evolution des flux d'IDE.....	45
<b>VII. Les politiques et mesures d'incitations ayant existé.....</b>	<b>46</b>
1) Les mesures d'incitations fiscales et juridiques.....	46
2) Autres mesures.....	47
<b>VIII. Les lacunes à l'entrée des IDE (comparaison avec les quatre pays asiatiques).....</b>	<b>48</b>
1) Les points forts de Madagascar en matière d'attraction d'IDE.....	49
2) Les points faibles de Madagascar en matière d'attraction d'IDE.....	49
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>52</b>

*BIBLIOGRAPHIE*

*TABLE DES MATIERES*

**Nom** : RAMILIJONA

**Prénom** : Tovo

**Nombres de pages** : 54

**Schémas** : 02

**Tableaux** : 10

**Résumé** :

Nul ne peut nier que l'investissement est très important tant au niveau microéconomique qu'au niveau macroéconomique. Au sein des entreprises, il permet d'accroître la productivité. Sur le plan national, il est le garant de toute croissance économique.

Les IDE sont primordiaux pour les pays en développement. Leurs arrivées entraînent de la création d'emploi, augmentation du pouvoir d'achat, renforcement de l'investissement national, entrée en devises. Donc en deux mots : augmentation en bien être des citoyens et dynamisation de l'économie.

A l'instar des quatre pays Asiatiques qui sont : la Corée du Sud, le Taiwan, la Malaisie et la Thaïlande, Madagascar a adopté des mesures visant à déclencher l'arrivée massive des investisseurs étrangers. Mais on remarque que ça n'a guère de résultat positif. Les principaux points faibles de la Grande Ile se tourne autour de l'instabilité politique, les lourdeurs bureaucratiques, faible niveau d'infrastructures et surtout le niveau très bas voire même inexistence de la Recherche et développement.

La satisfaction de ces lacunes entraîne sans aucun doute l'efficacité de toutes les politiques d'attraction des IDE à Madagascar.

**Mots clés** : investissements, IDE, politique d'attraction des IDE.

**Adresse de l'auteur** : Lot II N 187 IE Soavinandriana Antananarivo.

**Tél.** : 032.02.868.53.

**Encadreur** : M<sup>l</sup> RAMAROMANANA Andriamahefazafy.